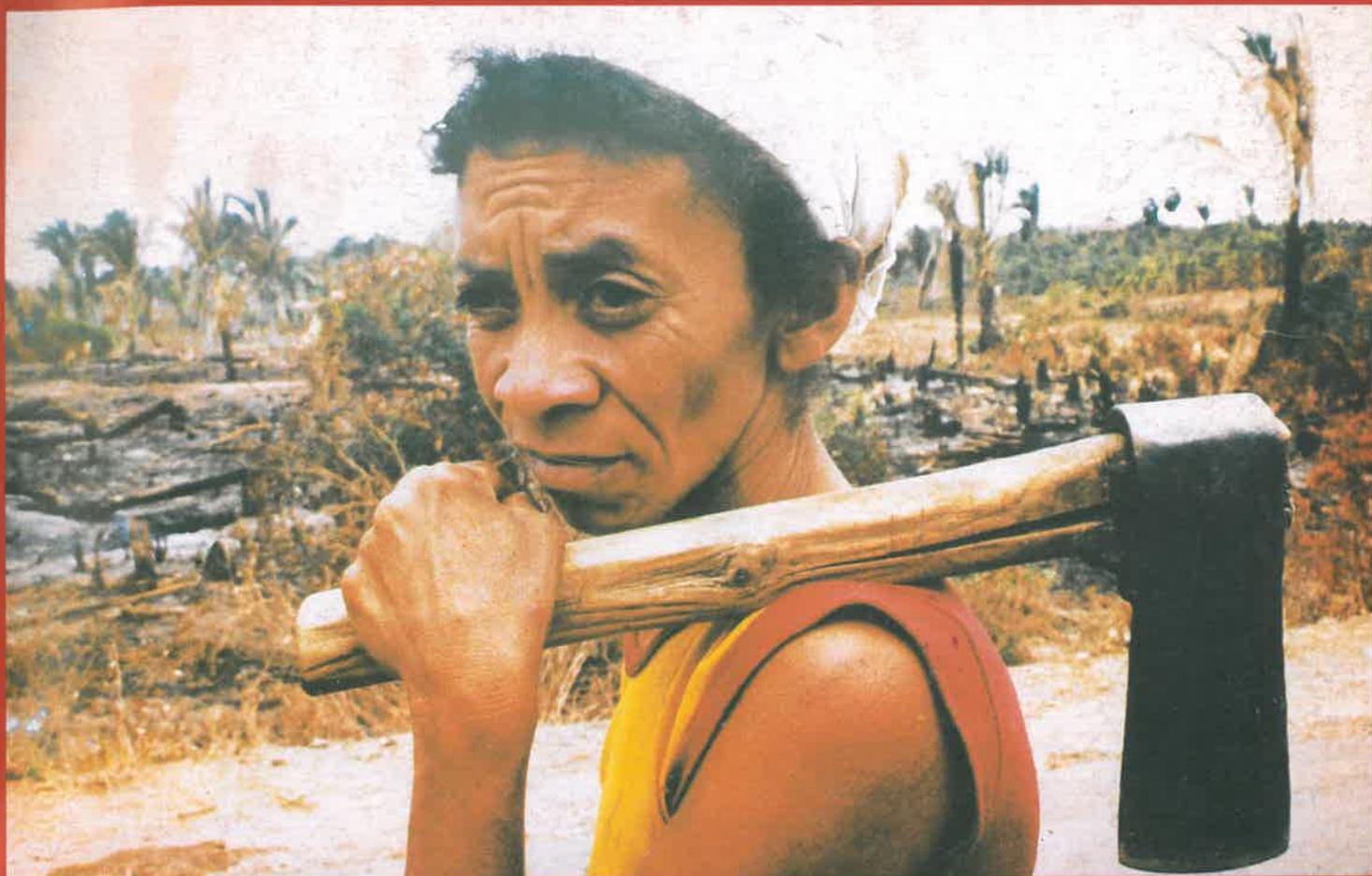


LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT



INSTRAW  
nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT

1993 I
ENV-GLO
FR

NUMERO DOUBLE
1993 • No. 19

Sommaire

Editorial : Les femmes et l'environnement 1
Les femmes et l'environnement :
Brésil, Bangladesh, Burkina Faso, Tahiti 3



Vers Rio et au-de là : Le cas du Brésil 11
Tensions et tempêtes : Le cas du Bangladesh 23
Réseaux Femmes et Environnement 28
Repousser le désert : le cas du Burkina Faso 39
Des problèmes au paradis : le cas de Tahiti 47
Bibliographie choisie sur les femmes, l'environnement et le
développement durable (1988-1993) 53
Matériel audio-visuel concernant le rôle des femmes dans
l'environnement et le développement durable 55
Nous avons lu 56

Rédaction : *Margaret Shields/Parirokh Mohammadi/Marie Paul Aristy/Julia Tavares*
Production et distribution : *Magda Canals, Inés Aizpún*
Traduction : *Agnes Bonefaes* • Composition et mise en page : *Ninón León de Saleme*

Imprimé en papier recyclé.

NOTE: Les opinions exprimés dans les études de cas ne reflètent pas nécessairement
l'opinion des Nations Unies ni de
l'INSTRAW.

Les Femmes et l'environnement

Ce numéro d'INSTRAW Nouvelles s'articule autour de quatre études de cas d'actions pour l'environnement entreprises dans quatre régions différentes. Leur intention était de révéler la diversité de la participation des femmes au mouvement écologique. Cette diversité a effectivement été démontrée, de même que plusieurs points communs qui méritent notre attention.

Il est clair que les femmes ont plutôt été des consommatrices, voire des victimes, des décisions qui ont affecté l'environnement. Il est tout aussi évident, comme le démontre le cas du Bangladesh, que le fait d'avoir des femmes amies en haut lieu peut contribuer à ce que de meilleures décisions soient prises.

Tous ces cas, cependant, reflètent des actions qui ont été déclenchées par une longue histoire de mauvaises décisions politiques et bureaucratiques dont les femmes sont restées exclues. Mais il serait tragique de limiter le message de ces études de cas à cette constatation.

Les femmes ne peuvent être vues, ni ne peuvent se voir elles-mêmes, comme une simple force de réserve à laquelle on ne fait appel que pour recoller les pots cassés. Il nous faut faire les choses correctement et cela, dès le début.

A un niveau plus profond, ces études illustrent de façon très vive le besoin désespéré d'assurer davantage de participation à tous les niveaux de gouvernement.

Il nous faut des organes et des systèmes de prise de décision qui non seulement tiennent compte des besoins des femmes mais incluent également celles-ci comme participantes à part entière.

La moitié de l'intelligence et de l'expérience du monde appartient aux femmes. C'est précisément à cause des différences (et de la discrimination) fondées sur le sexe dans le passé que cette expérience et ces connaissances des femmes se sont différenciées de celles des hommes. Dans un monde aux ressources limitées, nous ne pouvons nous permettre de gaspiller, d'exclure ou de supprimer la moitié des ressources humaines pour des raisons de genre ou de couleur de peau.

Le style et le contenu de ce double numéro d'INSTRAW Nouvelles, qui contient quatre études de cas réalisées sous l'égide de l'INSTRAW, se distinguent de ceux des éditions antérieures par leur intention d'atteindre un public plus large.

EDITORIAL



Il faut parcourir des distances très longues pour obtenir la nourriture et le combustible.

Photo: ASSEMA, Maranhao, Brésil.





Les femmes et l'environnement

- BRÉSIL
- BANGLADESH
- BURKINA FASO
- TAHITI

La création d'un lien entre les femmes et l'environnement suscite plusieurs questions aux niveaux théorique et analytique. Quoiqu'au début des années 60 et 70, la littérature féministe mettait l'accent sur les processus historiques et sociaux de la construction de l'identité féminine, de nos jours le paradigme de l'environnement soulève de nouvelles questions pour les féministes. S'il y a peu, la plupart d'entre elles rejetaient encore l'identification de la femme avec la nature, aujourd'hui elles considèrent que cet ancien handicap est devenu un avantage,

^{1/} Idée principale qui a surgi d'une réunion de DAWN sur les femmes et l'environnement, tenue à la Barbade en mai 1991.

une richesse qui convertit les femmes en gardiennes et salvatrices du monde et de la vie.

Malgré la divergence de positions qui caractérise le débat sur les femmes et l'environnement, il semble y avoir un consensus sur le fait que c'est *la qualité de la vie* qui constitue le fondement de ce lien entre les deux. Ce lien s'est forgé dans la lutte pour de meilleurs moyens d'existence, pour l'accès à l'assainissement, au logement, aux soins de santé, à l'éducation et au droit de vivre dans un environnement saint et équilibré, en harmonie

avec les exigences et le rythme de la vie.^{1/}

Par conséquent, c'est surtout dans la lutte contre la détérioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs familles, que les femmes ont joué un rôle déterminant dans les questions liées à l'environnement. Responsables historiques de l'articulation des stratégies de survie de leurs familles, les femmes ont toujours poursuivi avec fermeté l'amélioration de leur environnement. Toutefois, il est important de signaler que même si les femmes, surtout celles aux faibles revenus, ont été les principaux agents de lutte pour une meilleure qualité de vie, beaucoup d'entre elles ne se perçoivent pas encore

comme telles dans le domaine de l'environnement.

Pour cette raison, et malgré le nombre élevé de femmes engagées dans la cause de l'environnement dans leurs communautés et malgré la participation active de nombreuses organisations de femmes à la lutte pour revendiquer des politiques et des lois visant à améliorer la qualité de la vie, la plupart d'entre elles ne voient pas leur travail comme une partie intégrante du mouvement écologiste. Cette réalité, intimement liée au manque de visibilité des femmes dans la vie publique, même lorsqu'elles réclament d'être vues et entendues, rend encore plus difficile d'obtenir une image exacte du rôle et des initiatives des femmes dans ce domaine.^{2/}

Vu cette situation, la reconnaissance par la CNUED du rôle central des femmes dans l'équation environnement-développement, exprimée dans le Principe 20 de la Déclaration de Rio, constitue un événement remarquable. Le Principe 20 déclare que "Les femmes ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur participation pleine est donc

^{2/} Les paragraphes 1 à 4 se basent entièrement sur une version éditée des opinions exprimées par Jacqueline Pitanguy et Selene S. Herculano dans l'étude de cas brésilienne. Pour une discussion plus approfondie du sujet, veuillez consulter "Les femmes et l'environnement au Brésil" dans ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles*.

essentielle pour atteindre un développement durable. Le Plan d'action 21 a été adopté comme un projet pour aider les gouvernements à combler la brèche entre la théorie et la pratique à l'échelon national.

Ce projet a incorporé des stratégies et des activités visant à renforcer le rôle que jouent les femmes dans tous les domaines. Ainsi, dans le Chapitre 24 intitulé "Action globale pour les femmes et vers un développement durable et équitable", le Sommet de la terre a reconnu, plus particulièrement, que la capacité des femmes à s'acquitter du rôle central qui leur a été confié, dépend en grande mesure de l'amélioration de leur condition.

Cette reconnaissance constitue le point culminant d'une série longue et difficile d'activités et de campagnes internationales, régionales, nationales et locales. Ces idées avaient déjà germé dans l'action de femmes qui, seules ou en groupes, avaient défié l'opposition, les menaces, le danger, les dénonciations et de lourdes pertes afin de défendre et de protéger l'environnement qui constitue leur source de survie et de revenu. Ces idées n'ont donc pas été conçues par le personnel des organismes internationaux, bilatéraux ou gouvernementaux.

Le Plan d'action 21 et le Chapitre 24 de l'"Action globale pour les femmes et vers un développement durable et équitable" constituent, comme

tant d'autres déclarations similaires, un assortiment d'exhortations et de recommandations.

Cependant, ils oublient de mettre en relief ou d'accorder la priorité aux conditions essentielles qui doivent être créées et aux actions qui doivent être menées de façon concertée et constante par les Nations Unies et par tous les autres agents concernés afin d'améliorer la situation des femmes. Comme dans de nombreux autres domaines du développement, les femmes n'ont pas la possibilité de s'épanouir ni de contribuer à la durabilité du développement dans leurs conditions éprouvantes de privation et d'impuissance, et dans un milieu qu'elles ne parviennent pas à contrôler. Ceci a été exprimé par les participantes au Sommet national des femmes paysannes, tenu au Bangladesh en 1991.

Dans ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles*, nous essayerons d'éclaircir le lien entre la condition de la femme et sa capacité à exercer une influence sur les décisions affectant la durabilité du développement. Ceci se fera par le biais d'une analyse de l'expérience de femmes de quatre pays dont nous présentons des études de cas. Ces récits de quatre réussites seront également utilisés pour définir les pas fondamentaux qui devront être faits pour assurer que les femmes aient leur mot à dire dans les décisions.

Les quatre études de cas commandées par l'INSTRAW montrent, sans aucun doute, que les femmes se trouvent à l'avant-garde de la lutte pour la protection et la conservation de l'environnement. Le cas brésilien replace la lutte des femmes dans le contexte politique et économique du Brésil et nous permet de comprendre les différents cadres théoriques qui relient les femmes à l'environnement. Les autres, simplement, illustrent des actions de femmes. D'autre part, les quatre mettent en relief le lien étroit qui existe entre les mouvements politiques et écologiques, la prise de conscience politique et la conscience de l'environnement, le militantisme écologique et la défense des causes politiques progressistes.

Chaque cas souligne également l'incapacité des femmes à modifier les politiques qui détruisent leur environnement et leurs moyens de survie. L'exclusion sociale provoquée par la pauvreté, le manque de participation et la condition inférieure des femmes dans la société ont, tous, contribué à cette incapacité. Chaque cas montre aussi la position courageuse, et souvent dangereuse, adoptée par les femmes à tous les niveaux pour protéger l'environnement contre les puissants intérêts publics et privés.

Pitanguy et Herculano, dans l'étude de cas brésilienne, illustrent ce point fondamental en racontant l'histoire dramatique des "femmes broyeuses de *babaçu*" qui se battent pour protéger le milieu qui constitue leur seul moyen de survie. La récolte, le broyage et la transformation de la *babaçu*, une petite noix de palme (sorte de noix de coco) qui produit de l'huile, du lait, du charbon de bois

commencèrent à enclore les terres de *babaçu*, coupant et détruisant les arbres pour des pâturages. Pendant des millénaires, cette région écologiquement équilibrée avait pu maintenir ses habitants et elle-même. La destruction des arbres, la persécution violente et systématique, et le déplacement des femmes broyeuses de *babaçu* et de leurs familles n'ont pas seulement rompu cet équilibre mais ont aussi provoqué la perte

Les pouvoirs politiques et économiques jouent un rôle crucial dans la configuration de tout programme ou projet pour l'environnement

et de nombreux autres sous-produits utiles, ont toujours été du travail de femmes dans la région du Maranhao, au Brésil. Les 18.436,159 hectares de terres couvertes de palmes de *babaçu* sont le moyen d'existence de quelque 400.000 familles. Les femmes sont les principales responsables de la collecte et de la transformation de cette noix – un travail dur et physiquement très exigeant – pendant que les hommes se consacrent à l'agriculture de subsistance.

Au cours des années 80, les propriétaires des fermes

de vies et des moyens d'existence de milliers de personnes. La destruction de la nature et de la vie se poursuit aujourd'hui, malgré l'existence d'une loi de l'Etat du Maranhão protégeant les *babaçuais* (les femmes qui récoltent la noix de palme).

Pitanguy et Herculano citent cette histoire parce qu'elles croient "qu'elle constitue un exemple clair des pouvoirs politiques et économiques qui jouent un rôle crucial dans la configuration de tout programme ou projet pour l'environnement". Les auteurs attribuent la



Role of Women in Environmentally Sound and Sustainable Development

Volume I: Proceedings of the Workshop
Volume II: Project Profiles

Report of the
Interregional Workshop
Beijing, People's Republic of China

The State Science and Technology
Commission of the People's Republic of China
All-China Women's Federation

United Nations
Department of Economic
and Social Development



United Nations International
Research and Training Institute
for the Advancement of Women



destruction des champs de *babaçu* et la persécution des femmes sans aucun égard pour les lois, à leur sexe, à leur invisibilité, au manque de respect pour leur dignité et, en général, à leur impuissance au sein de la société. Dans l'étude de cas du Bangladesh, Nilufar Ahmad décrit l'audace des femmes rurales pauvres de ce pays qui protestent contre les éleveurs de crevettes, et leur capacité de direction et d'organisation dans leur lutte pour la défense des ressources naturelles qui constituent leur source de revenu.

dépend de plusieurs points communs, tels que la participation à l'auto-gouvernement, le droit des citoyens à se faire représenter, la décentralisation des ressources, la transmission du pouvoir et, avant tout, l'organisation et la mobilisation des femmes elles-mêmes.

Il est indéniable que l'amélioration de la condition de la femme dépend, en fin de compte, de son accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et au revenu. Mais, il est possible que le succès de ces objectifs ne dépende pas des politiques et des

Ces récits dramatiques exposent le point central, la direction que l'INSTRAW a choisis pour étudier le vaste domaine des femmes, de l'environnement et du développement durable, c.à.d. la condition des femmes et leur capacité de contribuer à la durabilité du développement.

Indépendamment des différences de culture, de religion, de conditions socio-économiques et autres, la capacité des citoyens, et des femmes en particulier, d'agir sur l'environnement

programmes gouvernementaux, mais plutôt des efforts des femmes elles-mêmes pour prendre en charge et changer leur situation par l'action organisée.

Les études de cas montrent que l'action organisée et dirigée par les femmes est possible dans un climat de libéralisation politique, qui favorise la création de groupes, le débat public des dossiers et la participation des citoyens à la prise de décisions, bien que cela ne soit que trop souvent sous la forme de permission pour s'opposer, pour critiquer ou pour défendre son propre point de vue.

L'activisme écologique des femmes et les mouvements de défense de leurs droits ont toujours été harcelés par le pouvoir, mais leur action est finalement devenue possible dans les systèmes politiques qui laissent au moins à leurs citoyens la liberté de former des groupes. Les cas illustrent de façon éloquent que la condition des femmes a amélioré grâce à leur participation aux mouvements écologiques et aux changements qu'elles ont pu apporter à leur propre situation.

La relation entre la démocratisation, l'activisme environnemental et la condition de la femme apparaît le plus clairement dans l'étude de cas brésilienne, quoique les autres cas s'y réfèrent également. Le cas tahitien, en particulier, relie la participation des femmes dans les campagnes pour l'environnement

à l'évolution d'une conscience féminine et aux tentatives organisées et délibérées des organisations de femmes pour améliorer la condition de celles-ci.

Nilufar Ahmad, dans le cas du Bangladesh, décrit l'Association pour la gestion et le développement des ressources de la zone côtière (CARDMA), fondée par Hasna Moudud, militante écologiste et ancien membre du Parlement, originaire de la zone côtière pauvre et sérieusement dégradée du Bangladesh. Les programmes et initiatives de CARDMA ont élevé considérablement le niveau des femmes. Sous la direction de Moudud, les parlementaires membres de CARDMA ont exercé pression sur les législateurs pour accroître la prise de conscience générale de l'importance de la conservation et de la valeur de la participation des femmes à la gestion de l'environnement. Ceci a mené à la formation d'un Comité spécial de l'environnement et du développement, et à l'inclusion des femmes dans le Programme de boisement côtier. L'adoption des lois proposées par Moudud, stipulant la remise conjointe de terres au mari et à sa femme, de même qu'aux femmes chefs de famille, en vertu du Programme gouvernemental de distribution de terres aux paysans, a immédiatement amélioré la condition de la femme et a arrêté les saisies de terres. Les femmes

ont alors commencé à planter des arbres et à créer des potagers sur leurs terres.

L'importance du rôle de direction des femmes pour leur propre cause et celle de l'environnement apparaît clairement dans le cas de Hasna Moudud, au Bangladesh. Cela est encore plus évident dans le cas de Paula Frassinetti Lins Duarte au Brésil, qui a vaincu la discrimination raciale, de classe et de sexe pour devenir la dirigeante d'APAN (Association des amis de la nature du Paraiba), une organisation importante du nord-est du Brésil, fondée par Lauro Xavier et elle-même.

Paula est noire, née dans une famille pauvre de huit enfants dans l'arrière-pays. C'est une femme qui a réussi par ses propres moyens, qui a poursuivi son éducation et a obtenu une maîtrise en biologie. De retour dans la région du Pernambouc, elle s'est consacrée à l'enseignement, et a rencontré et a collaboré avec D. Helder Camara, évêque progressiste qui a lutté toute sa vie pour améliorer le sort des pauvres. Grâce à son travail avec Camara, Paula a pu renforcer sa foi en l'importance de l'organisation communautaire. Elle a réuni d'autres biologistes engagés dans la cause de l'environnement pour fonder APAN au Paraiba, une autre région du nord-est où elle est partie travailler.

APAN a joué rôle majeur

dans l'éducation à la défense de l'environnement, grâce à sa conviction que les pauvres ont droit à une meilleure qualité de vie et peuvent y contribuer eux-mêmes. En 1989, APAN s'est opposé à, et a pu arrêter, un projet touristique proposé par le gouvernement du Paraiba qui aurait transformé 370 hectares de coraux et de végétation protégés en un complexe de 16 hôtels et terrains de golf.

Certaines femmes mentionnées dans les études de cas, comme Karuna Sardar du Bangladesh, tuée lors d'une confrontation armée avec des éleveurs de crevettes, sont devenues des leaders de façon naturelle et spontanée, suite à leur décision de se prendre en charge et de changer les conditions de leur vie et de leur environnement. Pour d'autres, il s'est agi d'une décision consciente de rechercher le changement par le truchement des structures politiques existantes, ou d'une responsabilité qui leur a été conférée en raison de leur action militante; par exemple, Sayyada Ghuzmani et Parvin Hassan du Bangladesh ont mobilisé plusieurs secteurs de la population contre la décharge de déchets toxiques dans la baie du Bengale. Dans tous les cas, c'est l'expérience de la direction de luttes pour l'environnement qui a approfondi la conscience de leur condition de femme et du lien entre celle-ci et la durabilité du développement.

L'histoire de Paula Frassinetti au Brésil illustre de façon éloquente la transformation subie par une femme en particulier.

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont joué un rôle déterminant dans l'établissement du lien entre la condition de la femme et le développement durable. L'action dirigeante des femmes et les mouvements environnementaux ont souvent surgi du travail de ces ONG ou ont mené, à leur tour, à la création de nouvelles organisations. Dans ce domaine où les politiques, les programmes et les interventions ont clairement fait défaut ou se sont révélés inefficaces et peu fonctionnels, les ONG ont fait office de conscience de la société et de défenseurs de l'environnement et des femmes. Dans cette lutte, elles ont souvent été confrontées de façon prolongée à des éléments puissants des secteurs public et privé. Parmi leurs succès dans les pays étudiés, il faut rappeler qu'elles ont fourni aux femmes des contacts nationaux et internationaux, de l'information précieuse sur les mécanismes internationaux pour le développement des femmes et la protection de l'environnement, de l'appui et de la solidarité. Tel est le cas de l'Association des agences de développement du Bangladesh qui, conjointement avec UNIFEM, a organisé le Sommet national des femmes paysannes

pour l'environnement, qui a permis aux femmes de ce pays de participer aux réunions régionales de préparation à la CNUED.

La prise de conscience et l'activisme écologiques ont été inspirés en grande mesure par les programmes de développement, en particulier ceux promus par les organismes internationaux et les ONG nationales, de même que par les réseaux de groupes nationaux et internationaux pour l'environnement et le développement. Dans le cas des femmes tahitiennes, l'expérience décisive a été leur participation en 1980, à Copenhague, à la réunion de suivi de la Conférence de mi-parcours de la Décennie de la femme, et à la réunion de la Commission du Pacifique Sud, à Tahiti en 1981, qui a créé le Bureau de ressources pour les femmes du Pacifique. Dans le cas du Brésil, ce fut le retour de Brésiliens d'Europe, où ils avaient découvert des mouvements tels que le Parti vert en Allemagne. De même, les mouvements anti-nucléaires des femmes du Pacifique aux îles Marshall, à Guam, Palau, Tahiti, en Nouvelle-Zélande, en Australie, à Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie ont été renforcés par leurs réseaux avec les mouvements internationaux de femmes et avec les groupes de femmes pour l'environnement dans l'autrés pays du monde entier.

Il n'est pas surprenant, quoi que très décevant, que les gouvernements n'aient pas été

déterminants dans le lancement de ces mouvements nationaux ni dans la création de mécanismes gouvernementaux efficaces pour intégrer les femmes au débat sur l'environnement. Contrairement aux exhortations du Plan d'action 21, deux ans après la CNUED, il y a peu d'indications que les gouvernements, du moins dans les pays concernés par les études de cas, aient déployé de sérieux efforts pour incorporer les préoccupations des femmes aux politiques et programmes nationaux. Voilà la réalité, l'existence dans ces quatre pays de politiques et de plans nationaux, et dans le cas du Burkina Faso, de mécanismes bien établis pour l'intégration des femmes à l'environnement. Il est à croire que les choses ne commenceront à bouger que lorsque les femmes se seront dotées de suffisamment de capacité d'organisation et de pouvoir pour exiger que les politiques et les plans soient réellement mis en oeuvre avec les ressources nécessaires.

L'inertie des Etats a poussé certains groupes à refuser de les reconnaître comme interlocuteurs valables. Ils préfèrent s'unir en réseaux aux ONG existant dans le pays et à l'étranger. Au Brésil, Pitangy et Herculano divisent les groupes environnementaux en fonction de leur stratégie, entre ceux qui veulent travailler par le biais des mécanismes de l'Etat et ceux qui refusent de reconnaître

cet Etat comme partenaire. Dans le cas du Bangladesh, les tentatives du Comité national de formulation et d'exécution du plan d'action des femmes, pour travailler avec et à travers le gouvernement, ont échoué à cause de la position politique adoptée par le mouvement et par les organismes nationaux des femmes dans ce pays.

Quoique dans les quatre pays étudiés les femmes aient réalisé un certain progrès dans la prise de conscience et dans la participation aux mouvements de l'environnement, les études de cas montrent également que le degré de cette participation dépend de leur conscience politique. Au Bangladesh, au Burkina Faso et à Tahiti, par exemple, il y a peu de choses que les femmes puissent faire, à moins qu'elles ne s'engagent pleinement dans le processus politiques et obtiennent l'appui du gouvernement.

Pitanguy et Herculano disent qu'en fin de compte "seulement un appui gouvernemental solide et l'engagement des mouvements de l'environnement peuvent mettre fin à l'escalade de la violence... (contre les femmes et les groupes de femmes engagés dans la défense de l'environnement). Il est donc essentiel que les projets visant à intégrer les femmes aux programmes et projets environnementaux reçoivent un appui ferme pour réussir.

Ces conditions et actions

étatiques nécessaires pour renforcer le rôle des femmes dans le développement durable, peuvent se résumer de la façon suivante :

1. Décentralisation des ressources, transmission du pouvoir de décision et de gouvernement ;
2. Participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions ;
3. Création des conditions pour

5. Renforcement du pouvoir des gouvernements dans les pays en développement qui risquent de succomber aux pressions internationales visant à exploiter leurs ressources naturelles à des fins exclusives de croissance économique. Manifestation d'appui à ces gouvernements dans la défense de leurs territoires et des intérêts de leurs citoyens.

Une des voies d'issue les plus importantes pour ces pays

Les pays doivent équilibrer leurs ambitions macro-économiques et leurs objectifs économiques avec leurs micro-stratégies.

une libéralisation et un partenariat démocratique entre l'Etat et le peuple ;

4. Mise en valeur des connaissances indigènes et locales en matière de gestion de l'environnement dont l'efficacité a été largement démontrée ; p. ex., les anciens systèmes d'irrigation et méthodes de conservation de l'eau ; utilisation de matériaux locaux pour la construction et le logement ; mise au point de méthodes d'approvisionnement en eau ; application de ressources locales et de plantes indigènes à la stabilisation du sable et de la terre ; et

consiste à équilibrer leurs ambitions macro-économiques et leurs objectifs économiques en vue de la préservation des ressources dont dépend, précisément, la réalisation de ces objectifs. Ce n'est qu'une cruelle parodie lorsqu'un pays essaie de justifier la destruction à grande échelle de ses forêts par des indicateurs de croissance macro-économique et demande, en même temps, à ses femmes d'économiser les combustibles de biomasse en utilisant des fourneaux plus efficaces. Ceci ne tient aucun compte du fait que les

femmes ont de plus en plus de difficultés à trouver du bois à brûler et doivent parcourir des distances de plus en plus longues à la recherche de combustible et d'eau. Ces mêmes macro-politiques qui ont appauvri l'environnement, obligeront les femmes à continuer de le détruire par nécessité, pour leur survie.

L'Institut articulera solidement ses recherches et y appliquera le meilleur de ses connaissances.

Il est injuste de rendre les femmes responsables, de façon directe ou implicite, de la pénurie de bois de chauffage provoquée par l'épuisement des forêts et de la végétation, ni peut-on exiger d'elles de résoudre le problème du manque de combustible avec de petits fourneaux inadaptés aux circonstances locales.

Les études de cas montrent clairement le besoin de mettre en oeuvre trois des recommandations les plus importantes, mais peu connues, du Chapitre 24 de l'"Action globale pour les femmes et vers un développement durable et équitable" :

24.8 (d) "Analyse des liens structurels entre les relations des genres, l'environnement et le développement ;

24.8 (e) Intégration de la valeur du travail non rémunéré, y compris le travail appelé "domestique", dans les mécanismes de comptabilité des ressources, afin de mieux représenter la valeur réelle de la contribution des femmes à l'économie, au moyen des directives révisées pour le Système de comptabilité nationale des Nations Unies ; et

24.8 (f) Mesures visant à élaborer et inclure des analyses d'impact environnemental, social et de genre, comme un pas essentiel vers la mise en oeuvre et le suivi des programmes et politiques".

Ces recommandations servent d'introduction aux principaux thèmes et volets du Programme de travail de l'INSTRAW pour les années 1994 et 1995:

Thème I : Le pouvoir des femmes

Thème II : Statistiques et indicateurs de la condition de la femme

Thème III : Les femmes, l'environnement et le développement durable

La voie pour l'INSTRAW est clairement tracée. L'Institut articulera solidement ses recherches autour de ces trois thèmes et y appliquera le meilleur de ses connaissances et ressources. Il disséminera l'information disponible grâce à son ample réseau

de points focaux et de groupes concernés. Ensuite, ce sera la tâche des femmes, des hommes et des organisations, gouvernementales et non gouvernementales, de l'environnement et autres, d'incorporer cette information et ces connaissances à leurs actions.



VERS RIO ET AU-DELÀ: Le cas du Brésil

Introduction

Le Brésil a payé très cher les politiques de développement qui l'ont transformé, en quatre décennies, d'un des plus pauvres pays latino-américains cultivateurs de café en une des dix économies les plus importantes du monde. Aujourd'hui, le Brésil est écrasé par une dette massive, une inflation galopante, la stagnation entre les riches et les pauvres. Par exemple, le 20% le plus riche de la population gagne plus de 65% du revenu national, alors que le 20% le plus pauvre reçoit moins de 3%. En outre, 2% des agriculteurs du pays possèdent plus de la moitié des terres cultivables alors que près de 50% de la population vit en-dessous de la ligne de pauvreté.

Les problèmes écologiques du Brésil se sont aggravés au fil des ans, de même que la situation du PIB, plus particulièrement dans le nord-est appauvri et surpeuplé, où le déboisement, l'érosion des sols, la pollution de l'air et la surutilisation des engrais ont détérioré le milieu et la qualité de la vie des habitants. La croissance rapide des villes et des industries au Brésil, spécialement dans le nord-est, a engendré d'énormes bidonvilles surpeuplés : ces "favelas" souffrent du manque d'eau et d'assainissement, d'une pollution urbaine épouvantable,



de maladies, d'éboulement et autres calamités provoquées par la dégradation de l'environnement. La mortalité infantile au Brésil est le double de celle de la Chine, malgré un PIB sept fois supérieur. D'autre part, le Brésil, qui abrite les deux tiers de la forêt tropicale humide de l'Amazonie, a mis en oeuvre des politiques de développement qui ont encouragé le défrichage de plus de 8% des

Cet article est basé sur l'étude de cas préparée pour l'INSTRAW par Jacqueline Pitanguy et Selene Herculano en 1991-1992.

terres baises à l'intérieur de ses frontières pour l'agriculture, l'exploitation minière et autres fins.

Ce sont les pauvres du Brésil, et plus particulièrement les femmes, qui sont les plus touchés par ces maux de l'environnement. Environ 20% des 35 millions de familles brésiliennes sont maintenant dirigées par des femmes. La plupart d'entre elles sont pauvres et vivent dans des conditions insalubres ; plus de 90% des enfants de moins d'un an au nord-est vivent dans des logements ne disposant pas de systèmes d'égouts adéquats.

La participation des femmes à la population active a augmenté rapidement, de 15% en 1950 à 39% au début de 1990, selon l'Institut brésilien de statistique et de géographie. Mais, les femmes ne gagnent encore que 52% du salaire des hommes, continuent à être exclues de nombreux emplois, à réaliser de longues heures de travail ménager non rémunéré et à assumer d'autres tâches supplémentaires pour s'assurer un revenu. Les femmes constituent la majorité des nombreux "travailleurs informels" du Brésil qui n'ont pas accès à la sécurité sociale et autres avantages réservés aux travailleurs enregistrés officiellement. Finalement, les femmes ne représentent que 5%

des députés et 0,24% des sénateurs.

La plupart des questions relatives aux femmes et à l'environnement ont été traitées par le gouvernement et par la société en général comme des domaines séparés. Cependant, les femmes brésiliennes sont concernées depuis des décennies par la dégradation de l'environnement et par ses effets sur la qualité de la vie. Cette préoccupation n'avait encore été traduite en aucune action politique d'importance jusqu'à ce que les écologistes et les féministes ne commencent à s'organiser et à acquérir de l'influence politique. Le cas du Brésil montre comment les causes de l'environnement et des femmes ont évolué à l'intérieur d'un cadre politique changeant et comment le processus de démocratisation a fourni les conditions nécessaires à la dissidence et à la participation. Il illustre également comment les ONG sont en train de sensibiliser et de mobiliser les femmes autour de leur droit de citoyennes à exiger un milieu sain. Ce n'est que dans la mesure où elles parviennent à exercer ce droit que

la volonté politique ainsi mobilisée pourra être mise en oeuvre de façon concrète.

La défense de l'environnement dans la société brésilienne

Malgré quelques réglemens gouvernementaux dictés au début des années 30, pendant de longues décennies l'environnement au Brésil n'a préoccupé que certains citoyens, tels que les écologistes d'abord et ensuite, ceux qui s'opposaient au développement prédateur mis en pratique par le régime militaire qui prit le pouvoir en 1964. Ce fut le secteur non gouvernemental qui mobilisa l'opinion publique pour exiger que le gouvernement s'occupe du dossier de l'environnement. Quant aux femmes, partie intégrante de ce secteur, elles devaient affronter une détérioration croissante de leurs conditions économiques et sociales, et ont exigé une amélioration de leur qualité de vie, ce qui a certainement contribué à l'essor du mouvement écologique au Brésil.

En 1944, au Rio Grande do Sul, l'Etat le plus au sud du Brésil,

Henrique Roessler lança une croisade contre la destruction de la forêt tropicale humide par les commerçants de bois et les chasseurs. En 1955, il fonda l'Union pour protéger la nature et éveilla la conscience du public au problème de la dégradation du milieu. En 1958, il créa la Fondation brésilienne pour la conservation de la nature.

A la fin des années 60, la défense des forêts tropicales humides contre l'exploitation extérieure se convertit en point d'action pour l'opposition au régime militaire qui avait pris le pouvoir en 1964. En 1966, une campagne fut lancée par plusieurs groupes de citoyens qui s'opposaient à l'"internationalisation" du territoire brésilien. Cette initiative se cristallisa en une Campagne nationale pour la défense et le développement de l'Amazonie (CNDDA), qui dénonçait et s'opposait à Herman Kahn, le futurologue de l'Institut Hudson dont le projet était de submerger l'Amazonie dans un immense lac. Peu de temps après, d'autres groupes écologiques furent formés, entre autres les premières organisations de femmes, telles que l'Association démocratique de femmes gauchos (AFDG) au Rio Grande do Sul, et l'Association gaoucho pour la protection de l'environnement naturel (AGAPAN), fondée par une femme.

L'a amnestie politique de 1979 ramena de nombreux Brésiliens de

Jacqueline Pitanguy

est la fondatrice de Cidadania, Estudo, Pesquisa, Informação, Ação (CEPIA), une ONG de femmes brésiliennes consacrée à la recherche et à la défense de la cause des femmes. Elle est l'ancienne présidente du Conseil national des droits de la femme (CNDM) au Brésil. Selene Herculano est sociologue spécialisée en travail communautaire.



leur exil en Europe, où ils étaient entrés en contact avec les Partis verts dont les programmes visaient non seulement la défense de l'environnement mais aussi des revendications féministes.

Depuis le début des années 80, l'environnement est devenu une question politique et a trouvé un allié proche dans le féminisme.

Au milieu de la décennie des années 80, de nouveaux agents écologistes ont surgi, comme les syndicats et les associations de travailleurs ruraux qui, depuis lors, ont joué un rôle de premier plan dans ce débat. Par exemple, en 1985 fut créé le Conseil national des récolteurs de caoutchouc pour défendre le projet de réserves extractives de la forêt tropicale humide dans les

Etats du nord qui se partagent la forêt amazonienne. D'autres associations similaires furent créées, comme le Mouvement des expropriés, le Mouvement national des populations déplacées par les barrages et l'Alliance des peuples de la forêt.

En 1986 fut fondé le Parti vert brésilien dont le programme avait été élaboré en collaboration étroite avec le Parti des travailleurs, qui représentait une nouvelle conscience moderne du travail et défendait aussi d'autres causes, dont les droits de la femme. Toutefois, cela ne signifie pas qu'à cette époque un lien était déjà perçu entre les femmes et le développement.

En 1986 également, les mouvements de l'environnement au Brésil formèrent une coalition

*Rondonia, Brésil,
Cette superficie a été éclaircie pour la
mine d'étain de Alto Paraiso. Une fois
paradis, ce ne sera qu'un désert le
prochain millénaire.*

Photo: Phila. Inquirer/J. Kyle Keener.

lors de leur première Rencontre nationale d'entités autonomes pour l'environnement (ENEAAAS). De 1986 à 1991, trois de ces rencontres eurent lieu pour exercer des pressions sur les politiques de l'environnement et en vue de renforcer la coalition. Depuis 1990, le mouvement écologique s'est joint à d'autres mouvements sociaux au Brésil (femmes, noirs, indiens, syndicalistes, jeunes, travailleurs ruraux, populations déplacées par les barrages et autres groupes humains défavorisés) avec lesquels il partage la critique du modèle de développement adopté au cours des quatre dernières décennies.

Quant au Forum des ONG, il a surgi d'entités qui avaient participé à ces rencontres et a incorporé des groupes supplémentaires tels qu'indiens, femmes, noirs, syndicats, organisations de base et certains instituts de recherche. Depuis sa création en 1990, il a tenu huit réunions nationales dans différents Etats du pays. En décembre 1991, le Forum avait déjà inscrit 987 ONG parmi ses membres, chiffre qui en réalité dépasse le millier vu que beaucoup de ces organisations possèdent sections dans différents Etats. Le Forum brésilien des ONG travaille en collaboration étroite avec les réseaux internationaux de défense de l'environnement, tels que les Amis de la terre, Greenpeace, et

des coalitions sociales et environnementales du tiers monde, et plus particulièrement de l'Amérique Latine, comme le Forum chilien.

Cette coalition a permis la préparation du Rapport de la société civile brésilienne à la CNUED qui a attiré l'attention sur les conséquences écologiques du processus d'exclusion économique et politique dans la société civile des quarante dernières années. Ce rapport reflétait également les préoccupations communes des pays du tiers monde quant au développement et l'environnement.

Environnement et politique publique

La première loi brésilienne de protection de l'environnement – la seule d'ailleurs pendant trois décennies – est le Code des parcs nationaux de 1934. La recommandation de la Conférence de Stockholm de créer un mécanisme national pour l'environnement, aboutit en 1973 à l'établissement d'un Secrétariat spécial à l'environnement (SEMA) sous la tutelle du Ministère de l'intérieur. Toutefois, ces premières initiatives n'exprimaient pas un véritable engagement de la part du Gouvernement fédéral envers la protection de l'environnement. En outre, cette initiative, de même que plusieurs autres codes, surgirent à une époque de croissance économique

considérable grâce à l'industrialisation et d'énormes investissements d'infrastructure par le gouvernement ou de grandes entreprises privées nationales et internationales peu préoccupés par les effets à long terme de leurs politiques.

En fait, ce ne fut qu'en 1980 que le gouvernement adopta une position claire sur l'environnement, quoique non pas pour sa valeur intrinsèque mais comme instrument servant à d'autres fins. Une loi approuvée en 1981 considérait l'environnement comme un moyen d'assurer le développement, la sécurité nationale et la protection de la dignité de la vie humaine. Le Système national de l'environnement (SISNAMA) fut créé conjointement avec un Conseil (CONAMA) mandaté pour aider le Président dans la formulation de politiques. Au début, CONAMA se composait de représentants des ministères fédéraux et des gouvernements des différents Etats. Ensuite furent inclus également des membres des fédérations de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, de même que de la FBCN, de l'Association brésilienne d'ingénieurs sanitaires (ABES) et d'organisations environnementales.

Cependant, ce Conseil ne commença à opérer qu'en 1984, lorsque le débat écologique acquit finalement de l'importance dans

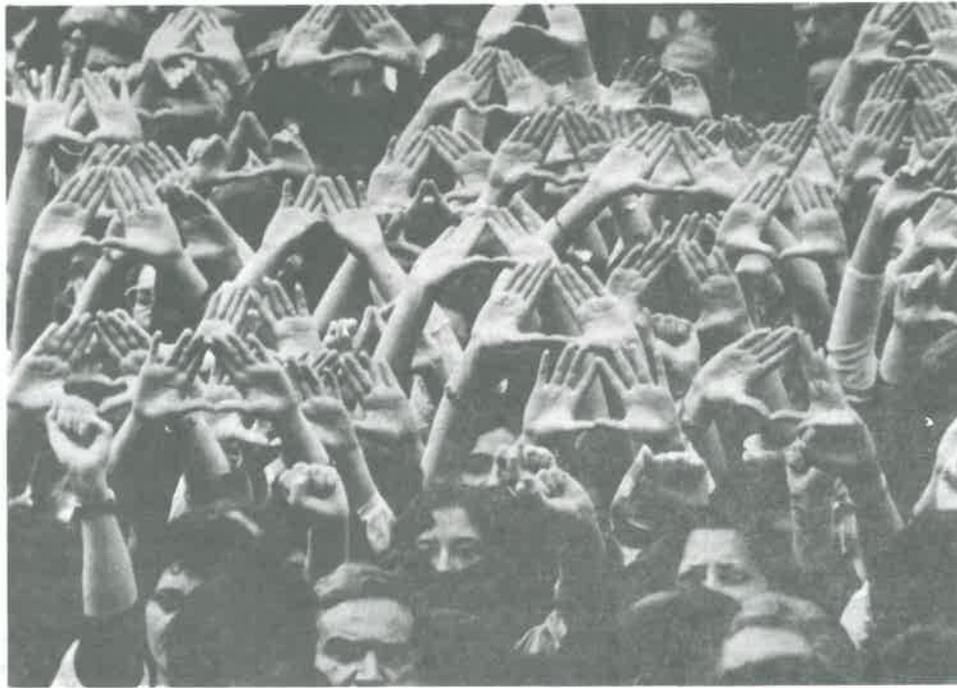
la société et dans les programmes d'action de plusieurs organisations et partis politiques.

Après 1986, avec l'élection d'un président civil et d'un nouveau congrès fédéral pour élaborer une nouvelle Constitution, le débat environnemental se convertit en un point important à l'ordre du jour de l'Assemblée fédérale.

Le processus constitutionnel, initié en 1986, culmina en 1988 avec la promulgation de la nouvelle Constitution et se caractérisa par une démocratisation exceptionnelle du pouvoir législatif, avec une participation massive de nombreuses organisations civiles, telles que les indiens, les noirs et les femmes.

Les militants de l'environnement ont également participé de façon intense à ce processus, luttant contre les puissants intérêts économiques des propriétaires miniers, des éleveurs et de plusieurs industries, conformément envers la préservation de la nature comme un droit du citoyen.

Ceci explique le caractère relativement progressiste des dispositions concernant l'environnement dans les



participer aux politiques du milieu ; la structure environnementale du gouvernement doit être centralisée au niveau fédéral ;

Trois ans après l'Année Internationale de la Femme, en 1975, le mouvement féministe...

Photo Vidéo de l'INSTRAW et ILO sur "Femme, Environnement et Développement durable".

constitutions fédérale et des Etats, ce qui reflète le poids politique de ces groupes, forts de la légitimité de leurs revendications.

En 1990 il fut créé un Secrétariat à l'environnement plus important (SEMAM) sous la dépendance directe de la Présidence et chargé de la formulation des politiques de l'environnement. Cette même année vit la formation d'un Conseil supérieur, composé de représentants des ministères, et d'un Département d'intelligence (SAE) pour traiter des politiques de l'environnement. La création de ces deux organismes, toutefois, réduisit le pouvoir du CONAMA.

En 1990, un nouveau document fut publié comme cadre de référence pour les politiques de l'environnement. Il proposait cinq stratégies : les solutions aux problèmes du milieu doivent tenir compte du développement ; les ONG et le secteur privé doivent

l'activité sectorielle doit également faire partie de la politique de l'environnement. Près de deux ans plus tard, un nouveau document interne traduit ces idées à un niveau plus concret.

Le point de vue du gouvernement sur les questions d'environnement n'est pas nécessairement partagé par les écologistes, qui sont souvent encore perçus comme une menace. Le point de vue de la "sécurité nationale" reste profondément ancré dans l'attitude qu'adopte le gouvernement face à l'environnement.

Au niveau des Etats, l'organisation des différents organes traitant de l'environnement possède une structure similaire. Tous les organes et institutions sont reliés à l'Exécutif. Ainsi, chaque Etat de la Fédération a un Secrétaire à l'environnement, un Conseil, un Fonds et des instituts pour l'inspection et la mise en oeuvre des programmes.

Le rapport d'activités d'IBAMA et la liste de projets d'IFAMA indiquent que le programme

environnemental du gouvernement fédéral brésilien est presque entièrement consacré à l'Amazonie.

Le féminisme au Brésil

Le féminisme peut être interprété comme un mouvement social qui crée et projette une nouvelle identité collective dans la sphère sociale. La création de cette identité se base sur la perception et sur l'expérience des hiérarchies et des discriminations fondées sur le sexe, dans les domaines public et privé. Ces perceptions et expériences orientent les stratégies de survie des femmes dans des sociétés sans égalité et les poussent à assumer des formes de lutte et de participation politiques différentes.

La configuration de cette participation, au niveau institutionnel ou dans des mouvements sociaux de base, de même que le succès de l'action collective des femmes, sont liés aux caractéristiques structurelles et aux circonstances de chaque société. Ces variables, ainsi que la capacité spécifique des protagonistes à faire entendre leur voix et à exercer de l'influence sur les mécanismes de la société, expliquent en grande mesure le poids relatif des femmes en tant que catégorie politique organisée dans l'équilibre du pouvoir.

Au Brésil, le féminisme a joué un rôle important dans la sphère culturelle des valeurs et des

coutumes, de même que dans la dénonciation de l'exclusion des femmes du pouvoir, de la pleine citoyenneté et de la dignité sociale.

Après deux décennies de lutte à la base, les féministes sont parvenues à placer la question de la discrimination fondée sur le sexe à l'ordre du jour du débat national, quoiqu'elle ne soit encore considérée que comme un point mineur. Et bien qu'elle reste faible, la participation relative des femmes à la législature a augmenté considérablement au cours de la dernière décennie. Les femmes ont obtenu le droit de vote en 1932, mais n'ont jamais représenté plus de 5% des législateurs. Leur participation dans les syndicats est également beaucoup plus réduite que celle des hommes.

Le féminisme au Brésil, comme mouvement social organisé, date de 1975, lorsqu'un séminaire fut organisé à Rio de Janeiro sous les auspices des Nations Unies, pendant le régime militaire. A partir de cette date-là, et jusqu'à l'élection du premier président civil, le féminisme brésilien s'est développé comme un mouvement social, non seulement quant au nombre de groupes organisés pour améliorer la conditions de la femme brésilienne, mais aussi comme une nouvelle culture politique qui préconise des formes non autoritaires d'exercice du pouvoir.

Cependant, jusqu'en 1979, aucun parti politique n'incluait

les revendications des femmes dans ses programmes et les femmes étaient forcées d'agir en-dehors des canaux institutionnels. Elles se concentraient sur la discrimination des femmes sur le marché du travail, sur l'absence de crèches pour les enfants des travailleuses, sur les stéréotypes sexuels qui sous-tendent la discrimination dans l'éducation, et sur les questions cruciales de la violence contre les femmes et de la santé reproductive. Les féministes créèrent leur propre presse et les syndicats et associations professionnelles commencèrent à intégrer ces thèmes à leurs discussions.

Au début des années 80, les questions relatives aux femmes devinrent finalement l'objet d'un débat public. Les nouveaux partis politiques les plus progressistes commencèrent à reprendre les revendications des femmes dans leurs programmes. Toutefois, le lien systématique entre le mouvement des femmes et les écologistes continuait à faire défaut.

La redémocratisation permit de créer des espaces pour les femmes au sein du gouvernement et d'utiliser les structures existantes pour répondre à leurs besoins. Des Conseils pour les droits de la femme furent créés aux échelons fédéral, des Etats et des municipalités, afin de contribuer à la réalisation des demandes des organisations féministes de politiques permettant de

*“C’est avant tout
dans la lutte
contre la
détérioration de
leurs conditions
de vie que les
femmes jouent
un rôle
déterminant dans
le débat sur
l’environnement”.*

combattre la violence contre les femmes et la discrimination dans l’emploi, et en faveur de la création de crèches. En 1985, on créa le Conseil national pour les droits de la femme. Les Conseils, de concert avec les ONG de femmes, participèrent à la formation de la nouvelle Constitution au cours des années 1987-1988 et purent y incorporer de nombreuses dispositions relatives aux avantages sociaux, au droit au travail et à la santé reproductive, bien qu’il reste à les traduire en lois spécifiques, parce que les préjugés fondés sur le sexe restent profondément enracinés dans la société brésilienne.

A la fin des années 80, le Conseil national fut démantelé par ses adversaires et par les réductions budgétaires, mais le mouvement des femmes au Brésil est resté très actif grâce aux conseils nationaux et les ONG. Les femmes continuent à demander l’égalité face à la loi, dans le monde du travail et dans la vie privée et publique, et attirent l’attention du public plus particulièrement sur la violence contre les femmes, les droits reproductifs et l’éducation.

*Les initiatives dans
le domaine des femmes et de
l’environnement*

Une analyse des activités environnementales de trente-cinq ONG de femmes au Brésil a démontré que la plupart de leurs activités visent à faire prendre

conscience aux femmes du fait que l’environnement devrait être vu comme un droit des citoyens et comme un lien entre la pauvreté, l’environnement et les femmes. L’autre domaine d’intérêt important de ces ONG est la santé reproductive et les nouvelles technologies reproductives.

La qualité de la vie constitue la base des liens entre deux catégories : les femmes et l’environnement. Ce lien s’articule autour de la lutte pour de meilleurs moyens d’existence, y compris l’accès à l’assainissement, à un logement convenable, aux soins de santé, à l’éducation, au droit de vivre dans un milieu sain et équilibré, en harmonie avec les exigences et le rythme du corps. Par conséquent, c’est avant tout dans la lutte contre la détérioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs familles que les femmes jouent un rôle déterminant dans le débat sur l’environnement.

Il faut, cependant, signaler que même si les femmes, particulièrement celles aux faibles

revenus, ont été les principaux agents dans la lutte pour une meilleure qualité de vie, beaucoup d’entre elles ne se voient pas encore comme protagonistes dans le combat pour l’environnement.

Le cadre de référence pour classer les initiatives concernant les femmes et l’environnement doit être très large, afin de pouvoir inclure des questions spécifiques ayant trait à la physiologie féminine, comme le rapport existant entre la pluie acide et les avortements spontanés, entre la pollution et le faible poids des bébés prématurés, entre le travail dans certaines industries pharmaceutiques et le cycle menstruel et la fertilité, entre les produits toxiques utilisés dans l’agriculture et la malformation des fœtus. Ce cadre doit également expliquer le lien entre les femmes et l’environnement du point de vue du genre, et donc mettre en relief leur rôle social et les effets des variables sociales et économiques sur leur vie quotidienne. A cet égard, les problèmes de la désertification, des migrations forcées et de leurs effets spécifiques sur les femmes, principales responsables de la survie des enfants, ouvrent tout un éventail de questions. La dégradation de l’environnement a, en effet, des conséquences à la fois physiques et sociales pour les femmes.

Les activités menées dans le domaine de l’environnement par les trente-cinq ONG étudiées

peuvent être regroupées de la façon suivante :

- sensibilisation des femmes à la qualité de l'environnement comme un droit des citoyens, et aux liens existant entre la pauvreté, l'environnement et les femmes ;
- éducation populaire et établissement d'un centre d'information sur les questions des femmes et de l'environnement;
- éducation scolaire aux questions de l'environnement ;
- recherche dans plusieurs domaines, tels que les alternatives technologiques, les femmes et la gestion de l'écosystème, la santé reproductive et les technologies contraceptives, les questions démographiques ;
- activités communautaires visant à aider les femmes dans la gestion et la commercialisation des ressources naturelles ;
- action au niveau législatif.

La population : lien entre les femmes, l'environnement et le développement

Aujourd'hui, les ONG de femmes au Brésil se centrent sur le débat autour de la population et de l'environnement, vu que la croissance démographique est considérée par beaucoup comme la cause de la dégradation de l'environnement. Les implications politiques de cette thèse, en particulier sous un régime militaire, se traduisent par une insistance sur le contrôle des naissances plutôt que sur la santé

et les droits reproductifs des femmes. Cette orientation, qui existe toujours, a provoqué un divorce au sein du mouvement des femmes et a mené à la création de programmes de planification familiale orientés vers des buts démographiques et non pas vers les femmes elles-mêmes.

La réduction radicale des taux de natalité au Brésil (le taux annuel des naissances est tombé de 2,5%, il y a une décennie, à 1,8%) et le poids considérable de la stérilisation dans cette réduction (certains rapports de presse prétendent que la moitié de toutes les femmes mariées entre 15 et 45 ans ont été stérilisées) ont placé au coeur du débat la question du choix et de la qualité des soins. En même temps, le fait que cette diminution de la croissance démographique ne s'est pas traduite par une hausse de la qualité de la vie, indique clairement qu'il faut entreprendre des analyses plus complexes qui relient le modèle de développement actuel à la dégradation du milieu.

Appuyées par un fort mouvement international, les femmes brésiliennes ont refusé de renoncer à leur droit de prendre leurs propres décisions concernant leur corps face aux arguments des planificateurs démographiques. Malgré les différences parmi les femmes brésiliennes, elles s'accordent pour dire que les taux de natalité

élevés ne sont pas une cause de la pauvreté, mais une de ces conséquences, et qu'il est temps de parler de l'explosion de la pauvreté, non pas de la population.

Réflexions sur l'écoféminisme comme nouvelle culture politique

La formation d'un lien entre les femmes et l'environnement soulève une série de questions aux niveaux théorique et analytique. Bien que pendant les années 60 et 70, la littérature féministe mettait en lumière le processus historique et politique de la construction sociale de l'identité féminine, un nouveau paradigme environnemental est en train de poser de nouvelles questions au féminisme.

Ce nouveau paradigme, appelé "écoféminisme", présente l'association entre les femmes et la nature comme une richesse plutôt que comme un handicap. Selon cette nouvelle vision, les femmes sont les gardiennes et les salvatrices du monde et de la vie.

Jusqu'il y a peu, la plupart des études sur les femmes au Brésil mettaient l'accent sur le lien entre les variables économiques et sociales et le genre. Ces études s'intéressaient à des questions comme les droits des femmes, la sexualité, les politiques publiques, le travail des femmes, la féminisation de la pauvreté, les femmes et la participation politique, et autres.

Plus récemment, des études féministes ont traité de la question épineuse de l'identité féminine et de l'existence d'une "essence" féminine qui serait indépendante de l'"histoire" qui définit cette identité.

S'il est vrai qu'à notre avis, les femmes et l'environnement ne constituent pas une catégorie essentialiste ahistorique et que l'un ne peut oublier que la subjectivité elle-même est construite par l'intermédiaire de pratiques et de discours sociaux, la croyance en une "nature" ou "essence" féminine reflète des perspectives plus amples avec des implications politiques.

La proximité des femmes à la nature s'inscrit dans un processus de réévaluation des sociétés du Sud et d'une critique du processus civilisateur du Nord qui a détruit la nature et les êtres humains et a engendré des sociétés de surconsommation, responsables de la pollution de leur propre environnement et de celui des pays en développement.

L'écoféminisme émerge ainsi comme

une revendication éthique contre un modèle immoral de développement. Cependant, à notre avis, la cause de l'environnement constitue un terrain vierge, un espace nouveau pour la lutte et la négociation, où des groupes essayeront d'obtenir l'hégémonie et de conquérir une

légitimité. Le féminisme, comme mouvement politique de redéfinition et d'élargissement du rôle de la femme dans la société et dans la nature, n'est pas un simple projet tendant à rendre visible l'"essence du genre", mais plutôt un producteur de ces conditions de visibilité en vue de l'émergence d'un sujet social différent.



"Je suis une femme..."

"Je suis une femme 'broyeuse', sans famille, personne ne dépend de moi. Personne n'a pu me dire quand je suis née, d'où je viens, qui je suis.

Donc, le babaçu est notre famille, notre père et notre mère, qui nous donne notre nourriture, un toit, tout. Mais, maintenant, la situation est difficile. Le fermier s'est emparé de la terre, il a tué beaucoup de babaçus, il poursuit les pauvres. Malgré cela, nous sommes restés et nous continuons à récolter les babaçus. Nous devons beaucoup marcher, nous devons nous enfuir à cause du bétail. Le babaçu n'a jamais eu de propriétaire, personne ne l'a jamais planté ou ne lui a donné de l'eau.

Mais, maintenant, le babaçu est entouré de clôtures. Ils m'ont déjà avertie qu'ils m'attaqueront si j'entre dans les pâturages des autres, mais nous entrons quand-même et nous continuons à broyer les noix."

Paroles d'Antonia Pereira da Silva Picarra, Lago do Junco, Maranhão

Politiques gouvernementales pour les femmes et l'environnement

Si l'on considère que la qualité de la vie est l'angle essentiel sous lequel il faut aborder l'environnement du point de vue du genre, il faut rappeler que pendant le régime militaire et tout au long du processus de redémocratisation, les femmes ont exigé et proposé des politiques publiques pour améliorer leurs conditions de vie.

Une des caractéristiques des programmes du gouvernement brésilien orientés spécifiquement vers l'environnement est l'absence des questions de genre. L'approche du gouvernement est

Le genre ne fait pas vraiment partie intégrante des projets

environnementaux.

purement naturaliste, de préservation ou de conservation. Le PNMA s'occupe principalement des forêts et des privilèges de la forêt humide tropicale amazonienne avec un souci prédominant pour l'habitat naturel plutôt que pour ses populations. Il ne traite pas des politiques agricoles, qui tombent sous le mandat du Ministère de l'agriculture, toujours dominé par les grands propriétaires terriens qui défendent la monoculture d'exportation à grande échelle, fortement dépendante des pesticides, de produits toxiques et du déboisement. Au sein de ce Ministère, le mouvement coordonné des femmes est parvenu à faire incorporer la question du genre aux politiques agricoles, en mettant en relief la situation des travailleuses rurales. Dans les années 80, le Conseil national pour les droits de la femme mit au point des actions et stratégies conjointes avec ce programme, mais cette initiative s'est paralysée. L'IBAMA, l'Institut brésilien de l'environnement, a deux projets fondés sur le genre. Le premier est une étude des conditions de travail des "marisqueiras", les femmes qui récoltent les mollusques. Cette étude est menée par le NEIM, le Centre d'études féminines de l'Université de Bahia, et combine la protection des palétuviers avec la création de conditions de santé et d'emploi plus justes pour ces femmes.

L'autre étude a trait aux "quebradeiras de babaçu" de l'Etat du Maranhão, ces femmes qui gagnent leur vie en broyant une sorte de noix de coco dont le noyan est utilisé dans l'industrie des huiles comestibles et la fabrication de savon. Ce projet est très intéressant et sera décrit plus loin dans ce travail.

Les politiques officielles et les plans d'action des différents Etats ne relient pas explicitement les femmes à l'environnement. Le genre ne fait pas vraiment partie intégrante des projets environnementaux.

Le manque de politiques orientées en fonction du genre ne signifie pas que les femmes soient absentes des organismes gouvernementaux qui traitent du milieu. Au contraire, beaucoup de femmes ont occupé des postes élevés dans ces organismes. L'IBAMA a été dirigé par des femmes, et de nombreux ingénieurs, biologistes et autres responsables des questions techniques sont des femmes, de même que plusieurs représentants des mouvements écologistes regroupés au sein du CONAMA.

En conclusion, bien que les femmes au Brésil participent considérablement à la lutte pour l'environnement et de nombreuses femmes sont à la fois bénéficiaires et multiplicatrices de projets reliant l'environnement

et le genre, les organismes gouvernementaux n'ont pas encore intégré cette dernière variable à leurs programmes.

Les femmes et l'environnement. Le système des Nations Unies au Brésil

Malgré le fait que les considérations de genre constituent une directive claire pour les organes et agences du Système des Nations Unies, la majorité des projets nationaux mis en oeuvre avec son appui n'incluent pas cette préoccupation de façon explicite dans le domaine de l'environnement. Sept projets seulement ont tenu compte de l'aspect du genre.

Etant donné que le lien entre les femmes et l'environnement constitue encore un terrain de connaissances, d'action et de changement politique peu exploré, et n'est pas encore établi de façon mûre et solide, les femmes continuent à affronter des difficultés pour incorporer cette problématique aux projets et programmes de leurs gouvernements ou des Nations Unies.

Etude de cas de la babaçu

Les femmes sont les principales responsables de l'action menée autour de la récolte de la noix *babaçu*. Elles travaillent en groupes, parcourent les plantations, récoltent les noix de coco et les transportent jusqu'à l'endroit où elles doivent les

broyer. Ce broyage est un travail très dur. Pour produire 10 kilos d'amandes de *babaçu*, elles doivent récolter 120 kilos de noix. Une femme peut produire jusqu'à 15 kilos d'amandes en 8 heures. Les industries de l'huile comestible et du savon sont les principaux débouchés de cette matière première.

Pendant des années, cette activité a assuré le gagne-pain de ces familles du Maranhão. Les hommes s'occupent de l'agriculture de subsistance et cultivent le riz, le maïs, des haricots et du manioc au milieu des plantations, des *babaçuais*. Les noix de coco se reproduisent toutes seules en un cycle naturel et dans un écosystème protégé qui ne nécessite aucun engrais ni produit toxique. Cependant, dans les années 80, les propriétaires des exploitations ont commencé à enclore les *babaçuais* et à les détruire pour les convertir en pâturages. Depuis lors, les femmes broyeuses et leurs familles sont persécutées systématiquement et la violence a même culminé dans la mort de plusieurs femmes rurales. La nature et la vie humaine sont ainsi détruites malgré une loi de l'Etat du Maranhão qui protège les *babaçuais*.

Ce cas illustre parfaitement le rôle crucial des pouvoirs politiques et économiques dans la configuration de tout projet environnemental. Les *babaçuais* du Brésil et les femmes broyeuses

des noix de *babaçu* vivaient en harmonie et s'entraidaient ; mais, maintenant, les modèles prédateurs de la croissance économique et de la maximisation des bénéfices sont en train de détruire les êtres humains et la nature.

Les broyeuses de *babaçu* sont des femmes, leur activité est peu visible, leur persécution très peu connue. Seulement l'appui ferme du gouvernement et la participation des écologistes peuvent mettre fin à l'escalade de la violence dans les *babaçuais*.

Paula Frassinetti Lins Duarte

Paula Frassinetti dirige une association écologiste très importante dans le nord-est du Brésil. Elle appartient à une famille noire pauvre. Son père était tailleur et agent de police et était fermement convaincu que l'éducation procurerait une vie meilleure à ses enfants. Paula devint enseignante et obtint un diplôme universitaire en biologie. De retour au Pernambouc, elle fit la connaissance d'un évêque progressiste qui avait engagé sa vie pour l'amélioration du sort des pauvres. Ceci renforça sa conviction de l'importance d'organiser les communautés. En 1978, elle établit des contacts avec d'autres biologistes intéressés à l'environnement pour fonder l'APAN (Association des amis de la nature du Paraíba). Depuis lors, APAN a joué un rôle d'avant-plan dans le mouvement

écologiste brésilien, à la fois dans le domaine de l'éducation et dans celui d'une défense militante de l'environnement. L'Association travaille principalement avec des enfants pauvres et cible son action sur la conviction que ces enfants ont droit à la qualité de la vie et qu'eux-mêmes peuvent y contribuer. Paula organise des excursions éducatives pour leur enseigner la préservation des ressources naturelles et toxiques dans l'agriculture et quel est leur droit à un milieu de travail sain. L'action de défense militante d'APAN est parvenue à arrêter un projet gouvernemental de développement touristique qui aurait détruit 370 hectares de sites protégés par la loi. APAN a également pu faire approuver un article de la Constitution de l'Etat qui interdit la construction de bâtiments élevés sur la côte. 

Une jeune femme travaille unseau d'étain à un centre de formation à Kulma.



TENSIONS ET TEMPÊTES: Le cas du Bangladesh

Introduction

Le Bangladesh souffre d'un cycle vicieux de pressions démographiques, dégradation des ressources naturelles et conditions climatiques vulnérables. Dans le Rapport sur le développement humain de 1993, le Bangladesh se trouve en 147^{ième} position (sur un total de 173). Le produit interne brut réel (PIB) par tête d'habitant en 1990, était de \$PPP 872, comparé au maximum pour les pays en développement de \$PPP 15.880 et au minimum de \$PPP 367.

La situation des femmes n'est pas moins alarmante. C'est un des rares pays au monde où l'espérance de vie des femmes est inférieure à celle des hommes. Ce pays a l'âge moyen au premier mariage le plus bas au monde et le taux de mortalité maternelle est de 650 pour 100.000 naissances d'enfants vivants, alors que dans l'ensemble des pays en développement le maximum est de 1.000 et le minimum 6. L'espérance de vie des femmes à leur naissance est de 51,8 années, comparées à un maximum de 80,1 et un minimum de 43,0.

D'autre part, au cours de ses vingt années d'existence comme nation indépendante, le Bangladesh a su créer un climat

¹Parité de pouvoir d'achat.



politique de démocratie et de libéralisation et s'est engagé à améliorer la condition de la femme. Récemment, il a aussi commencé à attaquer ses multiples problèmes environnementaux, quoique les progrès réalisés ont été lents.

L'étude de cas du Bangladesh illustre comment, malgré les normes sociales et culturelles qui limitent la mobilité des femmes et leur accès aux services et ressources essentiels, les conditions changeantes de l'économie

Cet article se base sur l'étude de cas préparée pour l'INSTRAW par Nilufar Ahmad en 1991-1992.

et de l'environnement ont permis aux femmes, ou les ont forcées, à se consacrer à des occupations non traditionnelles et à des actions environnementales comme moyens d'assurer leur subsistance et celle de leur famille.

Elle montre que si les femmes occupent des positions de décision, elles peuvent promouvoir leurs intérêts et leur participation à l'aménagement de l'environnement. D'autre part, l'étude démontre également que les femmes ont encore beaucoup de contraintes culturelles, sociales et politiques à vaincre qui limitent leur engagement au niveau politique.

Les cas du Bangladesh décrit comment la capacité de direction et d'organisation des femmes a contribué à la prise de conscience des problèmes de l'environnement à tous les échelons.

Problèmes de l'environnement au Bangladesh

Le Bangladesh est considéré comme une des régions, et probablement aussi comme le groupe humain le plus nombreux, à être affectés par l'élévation du niveau de la mer provoquée par l'effet de serre (Moudud et al. 1989). Le pays est situé dans le delta le plus grand du monde et la moitié de sa superficie se trouve à moins de 10 au-dessus du niveau de la mer.

Le réchauffement de la planète, dû principalement aux émissions industrielles des pays développés, a causé un écoulement massif du système de drainage himalayen vers les principaux systèmes hydrographiques du Bangladesh, affectant la pluviométrie et augmentant le nombre des tempêtes tropicales. Le déboisement en amont des pentes de l'Himalaya est un autre facteur important qui contribue à l'érosion d'une telle quantité de terre végétale vers les rivières que celles-ci débordent pendant les époques de fortes pluies, ce qui aggrave encore davantage le manque de plans adéquats au Bangladesh pour contrôler les inondations.

Les inondations, les cyclones et les débordements côtiers sont des catastrophes naturelles qui se produisent avec une grande fréquence. Près de 20% de la superficie cultivable nette est exposée de façon sérieuse ou modérée aux inondations. Lors de la catastrophe de 1988, 120.000 des 144.000 kilomètres carrés du Bangladesh ont été inondés.

La sévérité de ces phénomènes naturels est encore aggravée par la

population élevée du Bangladesh, par sa pauvreté et les autres problèmes de son environnement. Il s'agit du huitième pays le plus peuplé du monde et du cinquième en Asie. Ses 114 millions d'habitants vivent avec une densité de 760 personnes par km², ce qui en fait un des pays les plus densément peuplés du monde. A cause de l'utilisation intensive des terres et le manque de biomasse, les sols cultivés perdent rapidement leurs substances nutritives essentielles et leur matière organique. Les ressources de la pêche, de l'élevage et de la forêt sont également soumises à des pressions croissantes. La moitié de la surface boisée du Bangladesh a été détruite au cours des vingt dernières années et il est estimé qu'au taux d'exploitation actuel, les forêts naturelles auront disparu dans seize ans.

Le Bangladesh n'est pas seulement exposé aux cyclones et aux inondations, mais souffre aussi de graves sécheresses dues en partie à l'augmentation de l'évapotranspiration produite par le réchauffement de la planète. Les périodes de sécheresse de

1967, 1972, 1978/79 et 1981/82 ont causé de graves pertes agricoles et autres.

Plus de 80% des Bangladesh vivent dans les régions rurales, mais les villes poussent rapidement — trop rapidement pour que les conditions de vie puissent suivre le même rythme. La moitié de la population urbaine, qui devrait inclure un quart de tous les habitants d'ici à la fin du siècle, vit dans des bidonvilles avec des systèmes inadéquats d'assainissement, d'approvisionnement en eau et en énergie, et d'élimination des déchets, et où l'air, le sol et l'eau sont de plus en plus pollués par les véhicules, les industries, les générateurs et les déchets ménagers.

Déboisement

Les ressources forestières représentent près de 4% du produit interne brut du Bangladesh : production commerciale de bois et de matières premières pour l'industrie, appui à la biodiversité, conservation et protection des sols et des eaux, et zones de récréation et de tourisme. Aujourd'hui, le déboisement n'a laissé que 0,02 hectare de terre boisée par habitant, un des taux les plus bas au monde.

Le déboisement est dû au fait que trop de personnes coupent le bois à des fins commerciales ou comme combustible, ainsi que pour convertir les terres forestières à l'agriculture. Environ 70% des forêts à feuilles caduques de

Nilufar Ahmad

est économiste spécialisée en développement et, plus particulièrement, dans les problèmes de l'agriculture et de l'environnement du Bangladesh. Elle a également été consultante auprès d'organisations nationales et internationales dans le domaine de la participation des femmes au développement. Elle a publié plusieurs articles sur les femmes dans la population active au Bangladesh et sur l'impact des organisations non gouvernementales et donatrices sur la condition de la femme.

l'intérieur du pays ont été détruites et dans les basses montagnes de grandes parties de forêts ont été dénudées par l'assolement ou pour la production d'ananas, de caoutchouc ou autres cultures de rapport.

Plus de 90% des forêts propriété de l'Etat se trouvent dans la partie sud du pays où sévit la surexploitation, causée par les prix trop bas des produits du bois et par la coupe illégale. La moitié du Bangladesh ne possède déjà plus de forêts publiques mais seulement de petites "forêts paysannes" dont chacune couvre, approximativement, un tiers d'acre ou moins de terres privées. Ces petites forêts, généralement, contiennent des arbres fruitiers pour la production de nourriture, de bois, de combustible et de fourrage, de même que des espèces médicinales et autres destinées à la fabrication de poteaux. Bien qu'elles ne couvrent qu'un quart des régions boisées, ces forêts paysannes représentent la majorité des réserves nationales de produits forestiers et constituent une source vitale d'alimentation et de revenus. Cependant, elles sont aussi menacées par les pressions combinées de la population et de la pauvreté. Les femmes sont d'ailleurs les principales utilisatrices et administratrices de ces forêts paysannes.

Le déboisement est le responsable direct de sérieux problèmes économiques, sociaux et de santé. Il même à l'érosion, contribue à l'envasement des rivières et aggra-

ve les dégâts causés par les inondations saisonnières. La pénurie de bois de chauffage convertit en luxe impayable l'eau bouillie, ce qui augment l'incidence des diarrhées (qui tuent plus de 200.000 personnes chaque année) et autres maladies intestinales. A cause du manque de combustible obtenu à partir de la biomasse, beaucoup de personnes doivent se contenter de repas froids ou doivent inclure dans leur régime davantage d'aliments non cuisinés et souvent moins nutritifs. Cela oblige les femmes et les enfants à consacrer de plus en plus de temps et de parcourir des distances de plus en plus longues à la recherche de bois de chauffage; au même titre, se répand l'utilisation de la bouse de vache et de résidus des récoltes comme sources de combustible, ce qui réduit la fertilité du sol et le rendement des cultures. Dans les zones urbaines, les femmes brûlent plutôt des déchets industriels, contribuant ainsi à la pollution de l'air aggravée par l'émission de vapeurs toxiques.

Assèchement des marécages

Les régions côtières du Bangladesh, très négligées et sous-développées, abritent un quart des habitants du pays, bon nombre desquels proviennent des terres continentales d'où ils ont été chassés par les inondations, la sécheresse ou la dégradation de l'environnement qui ont détruit leurs moyens d'existence. Cette

population n'est pas habituée, et donc très vulnérable, aux cyclones, raz-de-marée et autres catastrophes qui se produisent régulièrement dans cette région. En 1991, un cyclone provoqua 100.000 morts et la vie de millions de personnes fut affectée par la perte de leurs maisons et de leurs moyens d'existence, par la maladie ou les blessures.

Les régions du Bangladesh qui s'inondent partiellement ou de façon saisonnière (appelées *haor*, *baor* et *beels*) sont des terres propriété de l'Etat qui produisent près d'un demi million de tonnes de poisson par an (53% de la production totale), emploient plus d'un million de pêcheurs et génèrent de l'emploi indirect pour 10 millions supplémentaires de personnes vivant sur les côtes. Ces terres marécageuses, dont certaines sont louées à bail à l'Etat, sont en train d'être converties rapidement à l'agriculture et à la production de crevettes pour l'exportation. L'irrigation intensive exigée par l'agriculture a causé une forte sédimentation qui est en train de détruire ces marécages où les poissons se meurent, spoliant ainsi la population locale de sa principale source de protéines, dans une région qui affiche déjà le taux de malnutrition le plus élevé du pays.

Les zones de production de crevettes sont inondées à dessein d'eau de mer par les propriétaires des élevages, mais la salinité accrue affecte également les terres adjacentes, ce qui accélère la perte de



Dans quelques régions du monde, les femmes et les enfants passent plus de huit heures chaque jour pour chercher le combustible... et laissant bien peu de temps pour d'autres choses. Photo: INSTRAW/ILO. L. Gubb, UHCHR

végétation, de plantes, de bétail, de moyens de subsistance et d'eau potable, et aggrave les conflits entre la population locale pauvre et les riches éleveurs de crevettes.

Le long de la côte ouest se trouve la forêt de palétuviers des Sunderbans, le plus grand écosystème de ce type dans le monde entier. Cette forêt est essentielle

pour absorber les inondations provoquées par les cyclones et les raz-de-marée, de même que pour préserver la biodiversité, mais 40% de sa superficie a déjà été détruite par les élevages de crevettes, par d'autres pratiques erronées d'aménagement des terres et des eaux voisines et par la pollution marine. Les Sunderbans ont déjà perdu 14 espèces uniques au cours du dernier quart de siècle et les tigres royaux du Bengale qui survivent encore dans cette forêt, sont menacés

d'extinction. L'équilibre climatique pourrait d'ailleurs aussi être affecté, vu le rôle de la forêt dans l'absorption du dioxyde de carbone.

Les zones côtières du Bangladesh sont aussi menacées par le réchauffement de la planète. En effet, il est ironique que malgré sa contribution relativement réduite à l'effet de serre pour cause d'utilisation de combustibles fossiles, le Bangladesh, dont les terres sont très basses, pourrait se trouver parmi les pays les plus affectés par l'élévation du niveau de la mer. L'Organisation mondiale de la santé estime que ce niveau pourrait augmenter de 20 cms à 1,5 m avant l'an 2030, ce qui inonderait complètement les terres agricoles ou, du moins, les rendrait trop salines pour la culture. En fait, une élévation d'un mètre effacerait les Sunderbans de la carte.

Les inondations et l'utilisation excessive des engrais chimiques

Les engrais et pesticides chimiques sont utilisés à grande échelle dans l'agriculture depuis les années 60, ce qui a d'ailleurs augmenté considérablement la production agricole. Cependant, l'usage excessif de ces produits chimiques menace la stabilité continue et la durabilité du système de production agricole, par le biais d'une fertilité réduite du sol, la pollution de l'eau et la destruction des pêcheries qui en résulte.

Les produits chimiques ont également des effets graves sur les

êtres vivants qui entrent en contact avec eux. Les cultivateurs exposés aux vapeurs chimiques, en particulier les femmes qui restent debout dans l'eau boueuse pendant de longues heures pour transplanter le riz, souffrent d'irritation de la peau, des ongles et des yeux, et d'une mauvaise santé en général. Les pesticides tuent les insectes bénéfiques pour l'agriculture tout en stimulant le développement de souches résistantes d'insectes nuisibles.

Les mécanismes mal planifiés de contrôle des inondations accentuent encore davantage ces effets. La fertilité du sol dans les zones non inondées décline peu à peu, précisément parce qu'elles ne reçoivent pas les bénéfices des inondations annuelles normales et du sédiment ainsi déposé. C'est pour cela que l'on utilise des quantités supplémentaires de pesticides et d'engrais chimiques qui polluent l'eau potable et causent des problèmes de santé auxquels les femmes et les enfants sont les plus vulnérables.

La pollution urbaine et les déchets dangereux

L'augmentation rapide de la population urbaine détériore le logement, l'assainissement,

²Cette section et les deux prochaines se basent sur : World Bank Country Study. Bangladesh: Strategies for Enhancing the Role of Women in Economic Development. 1990. Washington, DC et Asian Development Bank Country Briefing Paper. Women in Development: Bangladesh. 1986.

l'approvisionnement en eau et en énergie, l'évacuation des déchets et les conditions de vie en général de la population.

L'air des villes abonde en quantités croissantes de produits chimiques organiques et inorganiques, ainsi qu'en effluents de moteurs, d'usines, de centrales thermiques, des industries familiales et de sources naturelles.

L'absence de systèmes adéquats d'assainissement, les latrines ouvertes, l'évacuation des ordures et les égouts polluent l'air, le sol et l'eau.

Les femmes au Bangladesh²

La plupart des femmes au Bangladesh ne sont pas seulement pauvres mais se trouvent aussi attrapées entre deux mondes tout à fait différents – un monde déterminé par la culture et la tradition qui insiste sur leur rôle reproductif et un autre, caractérisé par la pauvreté croissante et le manque de terre qui les sort de force de l'unité familiale à la recherche d'un emploi rémunéré.

En effet, face à l'absence quasi totale de terres, les maris ou les hommes chefs de famille doivent maintenant accepter que les femmes cherchent un emploi rémunéré en dehors du foyer pour faire face aux besoins croissants. Les tensions causées par la pauvreté sont en train de rompre les familles et les systèmes d'appui familial et font augmenter le nombre de foyers dirigés par des femmes, à cause des divorces et

de la désertion des hommes qui émigrent vers les centres urbains à la recherche de travail.

Malgré l'insertion des femmes dans le marché du travail, elles manquent d'accès aux services qui pourraient les préparer à cette nouvelle situation. Elles disposent d'opportunités économiques limitées et continuent à occuper des positions subalternes dans le ménage et dans l'économie. Les femmes constituent actuellement la majorité des personnes qui vivent en dessous de la ligne de pauvreté.

Seulement 25 %, environ, des femmes savent lire et écrire, comparées à 48 % des hommes. En 1987, seulement 44 % des dépenses en éducation primaire, 32 % de l'éducation secondaire et 13 % de l'éducation universitaire étaient consacrés aux filles (Banque mondiale, 1990). Les femmes sont également discriminées quant au salaire et gagnent 50 % de moins que les hommes. Malgré les lois qui octroient l'égalité des droits aux hommes et aux femmes et protègent ces dernières contre la discrimination, en général, les femmes sont incapables ou peu disposées à exiger une réparation lorsque leurs droits sont lésés.

La participation des femmes à l'agriculture est en train de changer à cause de la détérioration des conditions socio-économiques de l'économie rurale. Alors que, traditionnellement, elles se

(Suite p. 32)

RÉSE Femmes et En

Women's Environmental Network (WEN)

Aberdeen Studios
22 Highbury Grove
Londres N5 2EA, Royaume Uni
Tel : 071-354 8823

Le Women's Environmental Network (WEN) fut créé en 1988 en tant qu'organisation à but non lucratif d'information et d'affiliation d'activistes, se consacrant à éduquer et informer les femmes préoccupées par l'environnement et à leur permettre d'agir par elles-mêmes. De récentes campagnes d'information visaient principalement à mieux faire comprendre l'incidence qu'ont sur l'environnement les emballages excessifs, les produits de protection sanitaires, les dioxynes de chlore (sous-produits de l'eau de javel) et des conséquences des biens de consommation qui ne servent qu'une fois. Le WEN s'efforce également de mettre en lumière la représentation des femmes que projettent les stratégies de publicité et de marketing, ainsi que la situation des femmes en matière de prise de décisions dans l'industrie, les collectivités locales et l'administration.

Le WEN s'efforce de proposer concrètement des produits de remplacement plutôt que de se contenter de décourager l'utilisation de certains produits (en promouvant, par exemple, les Mouchoirs en coton, les serviettes hygiéniques et les sacs à provision réutilisables) Le WEN a également collaboré récemment avec la Commission d'enquête parlementaire sur l'éco-étiquetage en fournissant des idées et des informations, après avoir organisé une campagne en faveur d'une information claire et précise concernant l'environnement sur l'emballage des produits.

Des représentants du WEN ont participé à la Première assemblée mondiale sur les femmes et l'environnement, tenue en novembre 1991 à Miami et aux préparatifs des ONG en vue du Sommet de la Terre, en juin 1992, à Rio.

Les cadres du WEN sont essentiellement des bénévoles. Il compte actuellement plus de 2.000 membres, 15 groupes nationaux en activité et plus de 100 organisations affiliées.

Irish Women's Environmental Network (IWEN)

Carmichael House
Brunswick Street North
Dublin 7, Irlande
Tel : (00 353 1) 73 26 60
Télécopie: 73 57 37

L'Irish Women's Environmental Network (IWEN) est une organisation bénévole, fondée en 1991. Elle a pour but de fournir aux femmes les informations pouvant les rendre capables d'agir en faveur de l'environnement. L'IWEN publie un bulletin destiné à informer ses membres des questions concernant l'environnement au niveau local et mondial. Ses membres, à leur tour, parlent aux médias, aux groupes de femmes et aux étudiants de ces questions. Il organise également des conférences et des séminaires et s'occupe principalement d'attirer l'attention du public sur l'interdépendance existant entre les femmes, l'environnement et le développement.

En 1991, l'IWEN fut invité à assister à l'Assemblée mondiale sur les femmes et l'environnement, à Miami, et en 1992, il reçut des subsides pour participer à la CNUED au sein de la délégation des ONG d'Irlande. Il participe activement au réseau des ONG engagées en faveur du développement et de l'environnement en Irlande, créé avant le Sommet de la Terre.

Etant un groupement de bénévoles, l'IWEN dépend des cotisations de ses membres et des donations pour faire face à ses besoins financiers. Il compte actuellement environ 160 membres.

EAUX environnement

WorldWIDE Network (Women in Development and Environment)

1331 H Street, N.W.
Suite 903 Washington,
D.C. 20005 (Etats-Unis)
Tel : 202-347-1514
Télécopie: 202-347-
1524

Le WorldWIDE Network est un réseau international, dynamique et innovateur, de femmes qui travaillent activement à la solution de problèmes de l'environnement. Il a pour but de mobiliser et d'aider les femmes, individuellement ou au sein d'organisations, qui s'occupent de programmes concernant l'environnement et les ressources naturelles, à promouvoir la prise en considération des femmes et de leurs points de vues en matière d'environnement au moment de concevoir et de mettre en oeuvre les politiques, à faire savoir au public en général et aux décideurs les liens vitaux qui unissent les femmes, les ressources naturelles et le développement durable; et à accroître le réseau mondial de femmes concernées par la gestion et la protection de l'environnement.

Au cours de ces dernières années, des femmes du monde entier, spécialistes dans plusieurs domaines liés à l'environnement, se sont affiliées au WorldWIDE Network qui regroupe actuellement 6.500 personnes et organisations de 125 pays. Dans le cadre de sa participation au Sommet de la Terre, il a organisé un atelier d'une journée au Forum mondial des ONG à Rio de Janeiro sur le thème "Les femmes s'expriment sur l'action communautaire pour la gestion de l'environnement". L'atelier a réuni des femmes, engagées dans la gestion de l'environnement, afin de dégager les préoccupations communes et d'étudier la possibilité d'avoir des approches communes.

Au cours des prochains mois, le WorldWIDE Network prévoit d'étendre son réseau mondial en

augmentant les branches nationales et le nombre de membres des Forums de WorldWIDE. Le but de ces forums est d'encourager la participation des femmes à tous les niveaux, spécialement au niveau communautaire, et de stimuler le dialogue au niveau local sur les thèmes relatifs aux femmes, l'environnement et le développement.

Le WorldWIDE Network croit que ses activités contribueront à accélérer la participation des femmes à la gestion de l'environnement dans leur communauté d'origine, partout dans le monde. Il prévoit également que les forums nationaux de WorldWIDE renforceront les réseaux nationaux et qu'ils jetteront les bases pour la coordination des Assemblées nationales des femmes et de l'environnement en favorissant les échanges entre femmes ayant travaillé dans leur pays à la conception ou à la gestion de projets écologiques qui ont eu du succès.

Women, Environment and Development Network (WEDNET)

Environment Liaison
Centre International (ELCI)
P. O. Box 72461
Nairobi, Kenya
Tel : (254-2) 562 015,
562 022, 562 172
Télécopie: 562 175

Le Women, Environment and Development Network (WEDNET) est un projet de recherche et d'échange d'information innovateur de l'Environment Liaison Centre International (ELCI). Il est financé par l'International Development Research Centre (IDRC), par le biais de son bureau Genre et Développement. Le projet fut créé au cours d'une réunion qui s'est tenue à Nyeri (Kenya) en juin 1989 et qui avait pour but de réunir des chercheurs et des spécialistes en communication pour mettre au point des approches méthodologiques de recherche et des modalités d'échanges d'information.

Le WEDNET a trois volets interdépendants. Son centre d'intérêt fondamental est un projet de recherche multidisciplinaire et multinational sur "Les femmes et la gestion des ressources naturelles en Afrique". Dix-sept chercheurs au total, dans huit pays africains, travaillent sur dix projets de recherche et utilisent un cadre d'analyse commun, à savoir que la pauvreté des femmes africaines est le résultat de politiques mondiales et régionales qui les forcent à faire supporter à l'environnement leurs propres difficultés, ce qui est finalement le prix à payer à long terme pour leur survie. Le projet essaie de rompre l'isolement des chercheurs, les femmes surtout, qui travaillent sur le thème des relations de genre et la gestion de l'environnement; de créer un réseau de chercheurs intéressés et de groupes communautaires qui deviendrait partie intégrante des recherches portant sur les connaissances des femmes et leur rôle en matière de gestion des ressources destinées à affronter la dégradation de l'environnement et à mettre en oeuvre une gestion rationnelle des ressources; à forger des liens de collaboration entre chercheurs, décideurs et ONG travaillant à l'amélioration de la durabilité de la base de ressources; et d'élaborer une série de recommandations de politiques en vue d'une gestion plus efficace des ressources, politiques qui prendraient en considération les points de vue et l'expérience des femmes.

Un second volet cherche à regrouper des chercheurs au sein d'un réseau informatisé pour l'échange d'informations et l'introduction de données concernant les ressources.

Le troisième volet découle du projet de recherche et des activités d'échanges d'information. Il consiste à mettre au point des moyens efficaces de transmettre des recommandations pertinentes aux décideurs, ONG et groupements communautaires de femmes.

Le WEDNET publie un bulletin (WEDNEWS) qui est une source permanente d'informations sur les activités des projets et sur celles de la communauté du développement en général.

Karachi Administrative Women Welfare Society (KAWWS)

C-32, Block-2
Karachi Administration
Employees
Cooperative Housing
Society
Karachi-75360, Pakistan
Tel : 44 88 84, 44 21 49
Télécopie: 77 26 050

La Karachi Administrative Women Welfare Society (KAWWS) est un groupe de pression féminin qui s'efforce de dynamiser les organismes municipaux de développement urbain, et particulièrement pour tout ce qui touche à la mise en place et à la conservation d'un environnement sans pollution, ce qui constitue le préalable à une vie saine pour les familles, principalement pour les femmes et les enfants. Les principaux domaines où s'exercent les activités de l'Association sont l'assainissement, la construction de routes, l'électrification, l'évacuation des eaux usées, la construction de parc et de terrains de jeux, l'eau potable, la construction de chaussées de retenue pour l'évacuation à ciel ouvert des eaux de ruissellement et la construction à prix modique de voies pour piétons et pour la circulation de véhicules légers à la place des coûteux toboggans.

L'Association apporte une réponse à une absence quasi totale d'aménagements communautaires au sein de l'unité résidentielle intitulée Société de logements coopératifs des fonctionnaires municipaux de Karachi. Celle-ci a été créée il y a 35 ans, au Sud de Karachi, et abrite une population de 65.000 personnes.

Les femmes qui y vivaient, fatiguées depuis longtemps de conditions rappelant celles des taudis, prirent conscience qu'un groupe de pression féminin était indispensable pour décider plusieurs

organismes municipaux à fournir les services pour lesquels ils étaient pourtant payés par les contribuables. L'Association se chargea de retrouver et d'assurer le suivi des dossiers pertinents dans les différents services, de rappeler aux fonctionnaires responsables la nécessité d'agir en temps et en heure, de superviser les travaux d'aménagement approuvés, de coordonner les réunions entre les différents comités et services s'occupant de projets tels que ceux des chaussées de retenue, et de fournir les informations sur l'état des travaux.

La source de revenus pour mener à bien ces activités est la cotisation mensuelle de membres. A partir de cette contribution modique (à peine 5.000 \$ des Etats-Unis en trois ans), l'Association a réussi à faire déboursier aux organismes municipaux compétents plus de 260.000 \$ entre 1988 et 1991.

L'Association adopte une démarche de conciliation plutôt que de confrontation. Elle coordonne et facilite les activités entre organismes et groupes de citoyens et elle joue un rôle de motivation et de consultation vis-à-vis des autres groupes de femmes qui essaient de faire la même chose. Elle sensibilise les gens en organisant des stages de formation et des conférences sur la santé, l'assainissement et la gestion des projets.

Les objectifs à long terme de l'Association sont de reproduire les programmes permanents viables afin d'améliorer les aménagements existants dans chaque pâté de maisons de la Société de logements et les six litissements des alentours avant 1996; de lancer le concept de la participation du public (en insistant sur le rôle des femmes) à la mise en place d'un environnement non pollué et salubre dans le pays tout entier d'ici l'an 2000; de créer des comités de femmes dans chaque zone résidentielle pour réaliser des travaux d'aménagement sur le modèle de ceux effectués par l'Association; de travailler en faveur de la décentralisation, de la création de municipalités plus petites et plus faciles à administrer et d'une présence plus nombreuse des femmes au sein de ces nouveaux services administratifs.



Les participants à la réunion du Conseil, à Rabat.

Le conseil de collaboration se reuni a Rabat, Maroc.

La deuxième réunion du Conseil de collaboration en approvisionnement en eau et d'assainissement eu lieu à Rabat, Maroc, du 7 au 10 de septembre de 1993. 200 participants des pays en développement, des ONG, du secteur privé, des Nations Unies et des donateurs y ont assisté.

Le Ministre de Travail Public, Formation Professionnelle, et Formation de Personnel Directorial, et Mme Margaret Catley-Carlson ont présidé la réunion.

Pendant la réunion, on a présenté les rapports de sept groupes de travail traitant la Collaboration au niveau national, Urbanisme, Opération et Entretien, Investigation Appliqué, Administration de l'Information, Information, Education et Communication et Questions de Genre. On a discuté aussi d'autres questions: L'eau: un limit pour le développement, L'Administration de la Demande d'eau et sa préservation; Promotion de l'assainissement; Options institutionnelles et administratives; Assisance officielle au développement et appui politique; une participation plus grande des consommateurs et des ONG, plus de participation des associations professionnelles et du secteur privé.

L'INSTRAW, avec PROWESS dirige les groupes de travail traitant les questions de genre. Le "Sourcebook on Gender Issues" a été présenté. Il contient les outils, les instructions générales, et les instructions de vérification pour inclure les questions de genre au niveau de projet. On a recommandé l'utilisation de ce livre dans plusieurs projets, modifié et adapté, selon les besoins de chaque groupe. On va préparer un livre de consultation dirigé aux niveaux de formulation de politiques et de décisions.

La prochaine réunion du Conseil de Collaboration a été programmé pour 1995. L'INSTRAW a été représenté par Borjana Schieber.

TENSIONS ET TEMPÊTES

Le cas du Bangladesh

(Suite de la p. 27)

chargeaient surtout de la transformation des produits de la récolte et des activités ménagères, le départ des hommes à la recherche d'un salaire, a fait qu'elles doivent s'occuper de la ferme familiale ou se placer comme ouvrières agricoles.

Les femmes cherchent aussi de plus en plus un emploi en dehors de chez elles, dans l'industrie manufacturière. En 1985-86, les femmes composaient 35% de la totalité de la main-d'oeuvre dans ce secteur.

Toutefois, la plupart des femmes ne sont pas considérées comme économiquement actives, vu que leur travail au sein du foyer est ignoré, bien qu'elles aient la responsabilité exclusive de la collecte et de la préparation des aliments, du combustible et de l'eau, ainsi que du nettoyage. L'enquête de 1983-84 sur les actifs n'incluait que 8,9% des femmes dans la population active, alors que pour les hommes ce chiffre était de 91%.

Il y a plus d'hommes que de femmes au Bangladesh, ce qui reflète les souffrances particulières que le sort réserve aux femmes et aux filles pauvres. La malnutrition qui affecte les trois-quarts des foyers ruraux (dont la plupart ne consomment que la moitié du nécessaire) frappe encore plus durement les femmes et les filles, qui sont systématiquement discrimi-

nées lors de la distribution des aliments au sein de la famille. Une fille du Bangladesh reçoit, en général, 20% de calories en moins par jour que son frère et aura donc beaucoup plus de probabilités d'être malnourrie. La mortalité féminine est plus élevée que la masculine au Bangladesh pour la plupart des groupes d'âge. En fait, le Bangladesh est un des quatre pays où davantage de filles que de garçons meurent avant l'âge de cinq ans.

Pourtant, la Constitution, promulguée en 1972 après l'indépendance, octroie des droits égaux aux hommes et aux femmes dans tous les domaines. Ainsi, les femmes ont le droit de vote ; au Parlement, trente sièges sur 330 leur sont réservés et il existe un quota, rarement rempli, de 10% pour les femmes dans la fonction publique.

Les femmes et le développement au Bangladesh

D'un point de vue institutionnel, le Bangladesh se plaça à l'avant-plan du monde en développement lorsque la Division des affaires féminines du Secrétariat de la présidence fut promue au niveau d'un véritable Ministère des affaires féminines. Mais, plus tard, ce ministère fut fusionné avec celui de la prévoyance sociale pour former le Ministère de la prévoyance sociale et des affaires féminines. En 1989, on créa à nouveau un Ministère séparé pour les affaires féminines qui,

conjointement avec le Ministère de la planification, est responsable de la promotion d'une plus grande participation des femmes aux activités de développement.

Le gouvernement s'est engagé à accroître la participation des femmes afin de promouvoir le développement économique et la prévoyance sociale. Dans le Troisième plan quinquennal (1986-1990) cela est exprimé de la façon suivante : "Pour assurer une croissance socio-économique équilibrée... la participation égale des femmes est une nécessité absolue." Le plan affectait des fonds aux programmes des différents ministères destinés aux femmes, de même qu'à la Direction des affaires féminines. La plupart des ministères, y compris l'agriculture, l'éducation, la santé, la réforme agraire, et autres, possédaient une composante "femmes et développement" et accordaient leur appui à des programmes comme la Banque GRAMEEN, le Programme de développement rural des coopératives de femmes, et autres.

Le Quatrième plan quinquennal (1991-1995) inclut un chapitre séparé sur les femmes et chacun des autres chapitres comporte une section concernant les femmes. Dans ce plan, les femmes doivent être intégrées pleinement à tous les aspects de la vie nationale et pas seulement comme simples bénéficiaires de la prévoyance sociale. En outre, les questions relatives aux femmes doivent être

traitées dans tous les projets de développement économique pertinents. Des efforts particuliers devront être déployés dans l'agriculture, l'environnement, les ressources naturelles, l'industrie, le commerce, les services publics et le secteur social (Banque mondiale, 1990).

Après l'indépendance en 1971, les bailleurs de fonds étrangers, en coopération avec les ONG locales, ont lancé plusieurs programmes de réhabilitation des femmes victimes de la guerre, veuves ou déplacées. Ces programmes des ONG ont vu leur importance s'accroître depuis lors et en 1985, elles étaient déjà 627 à s'occuper des femmes et à être enregistrées auprès de la Direction des affaires féminines. Ces programmes se concentraient avant tout sur des activités génératrices de revenus, le crédit, l'alphabétisation des adultes, la formation aux questions légales, les soins aux enfants et la planification familiale, et étaient ciblés en priorité sur les pauvres sans terre et la petite classe moyenne. Récemment, et vu la préoccupation croissante pour les questions de l'environnement au niveau international, les ONG ont commencé à s'intéresser au milieu et à la participation des femmes à sa protection.

Les agences multilatérales et les organisations bilatérales ont également mis en oeuvre des programmes pour les femmes, surtout en matière de soins aux enfants,

planification familiale, alphabétisation des adultes et formation professionnelle, quoique de plus en plus de questions environnementales commencent aussi à y être intégrées.

La Banque mondiale participe aux projets de renforcement des capacités institutionnelles et d'aménagement des eaux et forêts et de l'énergie. D'autres agences multilatérales travaillent avec la Banque asiatique de développement et plusieurs programmes des Nations Unies. Le Programme alimentaire mondial soutient des activités sociales, agricoles et forestières par le truchement de dix-neuf ONG qui distribuent de l'aide alimentaire aux pauvres, en particulier les femmes rurales, en échange de travail de plantation d'arbres.

Le mouvement des femmes

Le début des années 70 a signifié une prise de conscience et une préoccupation croissantes pour la position inférieure de la femme au Bangladesh et ailleurs. Au cours de cette décennie, le gouvernement du Bangladesh a manifesté son intérêt pour la condition de la femme. Cependant, ses efforts de formulation de politiques efficaces pour le bien-être des femmes ont buté sur son ignorance de la situation réelle. Plusieurs femmes ont également ressenti le besoin de connaître la véritable situation des femmes au Bangladesh avant d'essayer de l'améliorer.

Des femmes professionnelles de différentes disciplines ont commencé à réaliser des recherches et à les utiliser pour faire prendre conscience à leurs consoeurs de leur situation et les encourager à susciter des changements. Des ONG comme WOMEN FOR WOMEN et Unnayan Bikalper Nitinirdharani Gobeshona (UBING) ont également fait des recherches et défendu la cause des femmes. Cependant, elles n'ont pas encore pu établir des liens de coopération efficace avec le gouvernement.

De nombreuses ONG de femmes ont également surgi pour aider des groupes de femmes à se former et à se mobiliser. Ces organisations ont aussi joué un rôle fondamental dans la défense de la cause des femmes, dans l'approfondissement de leur prise de conscience et dans l'assistance directe aux femmes pauvres.

Nijera Kori ("Agir nous-mêmes"), par exemple, est une ONG qui mobilise les hommes et les femmes sans terre contre les élevages de crevettes. Sa coordinatrice possède un diplôme de beaux-arts de l'Université de Dhaka ; elle a travaillé avec les femmes rurales toute sa vie et s'est révélée particulièrement sensible aux besoins et au potentiel des femmes. L'organisation promeut l'idée que le développement ne peut être durable qu'avec la participation de la majorité du peuple à la prise de décisions, la mise en oeuvre, le

suivi et l'évaluation des programmes de développement et un partage égalitaire des bénéfices apportés par ces derniers. Elle a également mis en relief le besoin d'assurer la participation égale des femmes à tous les niveaux. Les activités principales de l'organisation sont la création de groupes, la prise de conscience, la formation, l'assistance légale, la réforme agraire et autres activités économiques. D'autres ONG encore, telles que "Apprendre à survivre", le Conseil des femmes et le Groupe d'auto-suffisance des femmes déploient des efforts similaires.

Le Comité national de formulation et d'exécution du programme d'action pour les femmes a été formé pour agir comme groupe de pression afin d'assurer la mise en oeuvre des recommandations d'un séminaire national tenu en 1986 sur le rôle et les problèmes des femmes dans le développement socio-économique du pays. Tout en offrant de contribuer aux projets avec l'aide d'autres ONG, le Comité espérait pouvoir conseiller le gouvernement quant aux questions relatives aux femmes et au développement. Malheureusement, ceci n'a pu se concrétiser parce que le gouvernement a établi sa propre organisation, Sangstha, pour la mise en oeuvre de ses politiques et programmes concernant les femmes (CESAP 1989. Etudes de cas sur le renforcement de la coordination entre les organisations non

gouvernementales et les agences gouvernementales de promotion du développement social.)

Les femmes et l'environnement

Les ressources naturelles sont essentielles à la subsistance des foyers ruraux pauvres où les femmes sont les responsables de la transformation et, dans une moindre mesure, de la culture des produits agricoles, de l'élevage des volailles, vaches et chèvres, de la collecte des herbes médicinales, des épices, du combustible, de l'eau et du fourrage, ainsi que de la conservation des aliments et de l'artisanat. Par conséquent, les femmes sont les principales gestionnaires de l'environnement, avec une connaissance profonde des plantes, animaux et processus écologiques auxquels elles se trouvent intimement liées.

Vu cette dépendance quasi totale de leur milieu, ce sont les Bangladeshis les plus pauvres, en particulier les femmes, qui sont affectés le plus directement par la dégradation de l'environnement. Dans les régions déboisées, les femmes pauvres sont obligées à parcourir des distances de plus en plus longues à la recherche de bois de chauffage ; elles n'ont donc d'autre alternative que d'exploiter les ressources naturelles pour survivre, même si elles disposent de suffisamment de connaissances pour promouvoir la durabilité.

Il n'est donc pas surprenant que, grâce à leur esprit d'initiative

et leur capacité d'organisation, les femmes pauvres se soient converties, parfois sans le vouloir, en militantes de l'environnement.

En guise de préparation de la CNUED, quelques tentatives ont été faites pour impliquer les femmes dans le débat environnemental et écouter leurs recommandations. Tel est le cas du Sommet national des femmes paysannes sur l'environnement, organisé par l'Association des agences de développement du Bangladesh (ADAB) et UNIFEM.

Leurs actions ont tenté de répondre à la situation d'exploitation sociale qui menace les moyens d'existence des femmes et les ressources naturelles dont elles dépendent.

L'activisme centré sur les femmes et le développement

Au niveau de la base, les femmes se sont intéressées aux questions de l'environnement dans la mesure où elles affectent leur existence. Dans le cadre des nouveaux ajustements structurels et des politiques orientées vers l'exportation, les zones côtières sont envahies par les éleveurs de crevettes qui détruisent les digues et inondent d'eau salée de grandes surfaces de terre cultivable. Certains propriétaires terriens ont même pris à bail des marécages, des forêts et autres terres propriété de l'Etat et les ont inondés d'eau de mer, affectant en outre tous les terrains adjacents.

L'élevage commercial de la

crevette a un impact grave sur le milieu. Cette culture s'effectue sous des conditions très particulières d'inondation et de salinité induites artificiellement dans les zones côtières du sud du Bangladesh. La culture de la crevette requiert de maintenir de grandes superficies de terrain inondées d'eau salée stagnante tout au long de l'année. On sait que des personnalités riches et influentes détruisent délibérément les digues de mer ou sur les rivières pour que la marée inonde leurs élevages de crevettes, bien que ces actions portent préjudice à la production agricole des champs voisins à cause de l'augmentation de la salinité qui détruit la végétation et rend stérile la terre cultivable avoisinante. Ces inondations artificielles des terres de culture par les riches et les puissants afin d'augmenter leur propre bénéfice au détriment de la collectivité (destruction de ressources communes) aggravent les conflits existants entre les paysans pauvres et les riches commerçants.

Les effets de l'élevage de la crevette sur les moyens d'existence des populations locales sont dévastateurs. La production agropastorale a diminué à cause de la salinité du sol, de même que la pêche, parce que les éleveurs de crevettes ont coupé 40% de la forêt côtière de palétuviers. Les zones côtières, aussi bien les palétuviers que les terres agricoles, qui par le passé constituaient les moyens d'existence de la population locale, ont été converties en déserts de

sel. Ceci a provoqué une pénurie d'eau potable et de combustible, ainsi qu'une augmentation des maladies d'origine hydrique à cause de la proximité des eaux stagnantes des étangs à crevettes.

L'introduction de ces élevages a encore eu d'autres répercussions. Les riches éleveurs essaient d'intimider les populations locales, lancent des accusations fausses contre les hommes qui les représentent et les jettent en prison. Des bandits à solde attaquent les femmes et les enfants et brûlent leurs villages. Ce sont eux aussi qui ont introduit la drogue, l'alcool et le jeu.

Les femmes et les enfants travaillent à la capture et au traitement des crevettes ; souvent, les enfants, attirés par la paie, ne vont pas à l'école. Jour après jour, les femmes doivent passer de 8 à 10 heures dans l'eau froide et salée mélangée à de la chaux, ce qui provoque des maladies et des crises cardiaques.

Les paysans de la région ont réagi contre cette situation. Ils ont formé des groupes pour garder les digues construites pendant les années 60 pour protéger les personnes et les biens contre les inondations, la salinité et les cyclones, et pour stimuler la production agricole. Les femmes se sont retrouvées à l'avant-garde de ce mouvement. En 1990, un incident a accaparé l'attention du pays lorsqu'un homme d'affaires local et les bandits à sa solde, équipés d'armes à feu, ont essayé de dé-

truire les digues d'une rivière pour inonder d'eau salée des terres dont il était parvenu à s'approprier au moyen d'un bail et qu'il comptait consacrer à l'élevage de crevettes, contre la volonté des habitants locaux. Face à la forte résistance opposée par les villageois, les bandits ont ouvert le feu et lancé des bombes. Une femme, Karuna Sardar, membre d'une organisation de paysans sans terre, a été tuée et cinquante hommes et femmes ont été sérieusement blessés. Le corps de Kiruna a été emmené par ses assassins et n'a jamais été retrouvé. Les villageois ont construit un monument à sa mémoire sur le site.

Les groupes organisés de femmes ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation de l'opinion publique en faveur de l'environnement. En 1989, un bateau a essayé de vider des déchets toxiques et nucléaires dans la baie du Bengale. D'autre part, un projet d'usine utilisant des déchets toxiques importés menaçait la santé publique et l'environnement du Bangladesh. Afin d'empêcher la réalisation de ces deux projets, un groupe de femmes militantes a mobilisé d'autres personnes et organisations et est parvenu à interdire l'usine et la décharge du bateau. Ce groupe ad-hoc s'est converti ensuite en un Comité de protection du milieu qui continue à agir avec un mandat plus ample en questions d'environnement.

La résolution des problèmes : les institutions

Le gouvernement – Au niveau officiel, les questions environnementales ont accaparé beaucoup d'attention au cours des dernières années au Bangladesh. En 1987, le gouvernement a constitué un Groupe d'étude pour une stratégie nationale de conservation et en 1989, un ministère spécial de l'environnement. Plusieurs conventions internationales sur l'environnement ont également été ratifiées et le dernier plan quinquennal (1990-1995) met l'accent sur les facteurs de l'environnement et sur les principes de l'écologie. Finalement, en 1990, le gouvernement a formé une Commission du plan d'action national d'aménagement de l'environnement qui doit formuler un programme environnemental pour le pays. Cependant, jusqu'à présent, ces efforts n'ont eu que très peu d'impact. Les mécanismes institutionnels sont faibles, mal coordonnés et dotés de fonds insuffisants.

Le Département des forêts est responsable de la protection et de l'aménagement de toutes les forêts propriété de l'Etat. Entre 1973 et 1985, on a essayé d'accroître la superficie des bois, mais ces efforts n'ont pas abouti à cause d'une mauvaise sélection des essences, l'incapacité du Département à protéger les nouvelles plantations et le manque de participation de la population locale à la gestion de

ces plantations et à l'accès aux produits de la forêt.

Actuellement, le gouvernement met en oeuvre des programmes de "forêts sociales" sur plus d'un million d'hectares de terres de l'Etat, permettant et encourageant la population locale à maintenir leurs forêts. Ces programmes créent de l'emploi pour les pauvres des régions rurales, en particulier les femmes, dans les plantations, la mise en place de pépinières et la gestion des arbres. Cela permet d'augmenter les réserves de biomasse nécessaires à la production de combustible, de fourrage et de matériaux de construction. D'autre part, c'est avec un énorme succès que le projet "Betagi" à Chittagong a fait appel aux groupes de paysans sans terre pour reboiser les terres arides.

Plusieurs femmes ont entrepris des efforts louables pour influencer les politiques et créer une prise de conscience autour du besoin d'inclure les femmes dans les projets d'environnement. Hasna Moudud, par exemple, a participé à l'Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement (Miami, novembre 1991). En 1986, Mme Moudud a été élue au Parlement du Bangladesh par les électeurs de la région côtière. Elle a fondé l'Association pour la gestion et le développement des ressources de la zone côtière (CARDMA) qui a réuni des parlementaires de ces régions, des experts et des scientifiques. Sous la direction de Moudud, les parle-

mentaires membres de CARDMA ont exercé des pressions sur le pouvoir législatif pour élever le niveau général de conscience au sujet de la conservation et de la valeur de la participation des femmes à l'aménagement du milieu. Postérieurement s'est formé un Comité spécial de l'environnement et du développement côtier, qui a mis en lumière le rôle des femmes en tant qu'agents naturels et traditionnels de conservation et les a incluses dans le programme de reboisement côtier. En outre, Moudud a proposé d'octroyer les terres conjointement au mari et à la femme et aux femmes chefs de famille, dans le cadre d'un programme de distribution de terres de l'Etat aux paysans sans terre. L'approbation de cette proposition par le gouvernement a amélioré la condition de la femme; les invasions de terre ont diminué et les femmes ont commencé à planter des arbres et à cultiver des légumes. Moudud n'est plus membre du Parlement, mais continue à présider CARDMA et l'Association nationale pour l'amélioration des ressources (NARI).

Les ONG – Ce sont les organisations non gouvernementales qui sont engagées le plus à fond dans l'action environnementale. L'Association des agences de développement du Bangladesh (ADAB) regroupe 600 de ces organisations dont 40% sont internationales, 38% nationales et

Si l'on veut produire des changements significatifs les femmes doivent jouer un rôle d'avant-plan

22% locales. Par le passé, l'environnement et la conservation n'étaient pas mentionnés spécifiquement dans les documents de politique et de stratégie des ONG de développement au Bangladesh, mais plusieurs composantes de leurs activités avaient un impact positif direct ou indirect sur l'environnement et la conservation des ressources aux niveaux des ménages, des communautés et des régions. Récemment, certaines ONG ont commencé à inclure explicitement l'environnement dans leurs programmes de développement.

Une centaine de ces organisations sont engagées dans des activités forestières à l'échelon social, communautaire ou de la ferme familiale. Leur vaste expérience en sylviculture sociale leur permet d'exécuter des programmes de plantations d'arbres, de reboisement et de protection des forêts, en réponse à la pénurie de combustible, de bois et de matériaux de construction, dans le cadre de leurs stratégies de soulagement de la pauvreté. En général, les projets de sylviculture participative sont mis en oeuvre sous la forme de plantations de rangées d'arbres le long des routes, sur les accotements des digues, autour des étangs, dans les fermes familiales, sur les terres marginales et les terres de l'Etat, dans les bois et sur les jachères des établissements éducatifs et religieux.

En général, ce sont les paysans sans terre et leurs femmes qui

plantent des arbres polyvalents à croissance rapide, en échange de cinq kilos de blé par jour pendant trois ans, plus 30% du produit final, à condition de planter et de protéger 500 arbres.

Les organisations non gouvernementales participent aussi à la protection des forêts et à d'autres programmes environnementaux, tels que pépinières, agriculture et pêche. Elles ont rendu le crédit, l'emploi et les opportunités de génération de revenus accessibles aux pauvres sans terres, et plus particulièrement aux femmes ; en outre, elles travaillent dans les domaines de la santé, la nutrition, la planification familiale, l'hygiène et l'assainissement. L'engagement au sein de ces organisations de plusieurs femmes professionnelles sensibilisées au sort de leurs consœurs, a contribué à inclure les femmes dans tous ces programmes.

L'Association nationale pour l'amélioration des ressources (NARI) a encouragé les femmes de la région côtière de Noakhali à planter des arbres le long des routes et des digues et a insisté auprès des autorités locales pour qu'elles intègrent les femmes au programme de boisement côtier.

NARI a aussi aidé les femmes de cette région à générer davantage de revenus grâce à la vente de leurs tapis en herbe tissée. Ces tapis devaient faire face à la concurrence croissante des tapis en plastique et NARI a aidé les femmes à créer de nouveaux modèles, à les commercialiser à Dhaka et à les exporter au Japon. Les femmes et leurs filles qui ont participé à ce projet ont pu augmenter leurs revenus et ont acquis une meilleure conscience des liens essentiels qui existent entre elles-mêmes et l'environnement. Moudud croit que si l'on veut produire des changements significatifs dans l'environnement, les femmes doivent jouer un rôle d'avant-plan aux niveaux national et international. Elle essaie maintenant d'introduire davantage de femmes aux échelons les plus élevés de la prise de décisions et de la formulation des politiques et à améliorer leur visibilité globale, leur formation et leur accès à l'information nécessaire pour gérer efficacement les ressources naturelles aux niveaux national et international.

Toutefois, malgré tous leurs efforts, ces projets, qui fonctionnent dans près des trois-quarts des divisions administratives du pays ("upazilas"), atteignent moins d'un cinquième de tous les villages et seulement 1% de la population sans terre, la cible principale de l'action des ONG. 



Sécheresse à Upper Volta

REPOUSSER LE DÉSERT :

Le cas du Burkina Faso

Introduction

Le Burkina Faso, pays enclavé, se trouve parmi les dix nations les plus pauvres du monde. Comme les autres pays de la région soudano-sahélienne, le Burkina a un climat rude avec une distribution inégale des pluies et un contrôle insuffisant de son eau, puisque la moitié de ses cours d'eau proviennent d'autres pays. La sécheresse (qui est définie comme une période de deux ans ou plus pendant laquelle les précipitations sont inférieures à la normale) est devenue un état normal et chaque sécheresse est de plus en plus dévastatrice, au fur et à mesure qu'un nombre croissant de Burkinabes pauvres s'efforcent de survivre sur une quantité moindre de terres productives.

La population du Burkina, qui avoisine les 9 millions d'habitants, continue à s'accroître au rythme effarant de 3,5% par an. Tous, sauf 5% d'entre eux, vivent dans des zones arides ou semi-arides – qui sont les moins propices à faire vivre une telle population – puisque les meilleures terres se trouvent dans les vallées où sévissent, depuis toujours, des maladies endémiques. Le désert avance, de manière particulièrement visible dans le Nord du pays. La culture et la pâture excessifs ont provoqué une érosion massive, ce qui



diminue la quantité de terres productives et réduit la fertilité de celles qui restent. Les pénuries d'aliments sont chroniques, même pendant les années sans sécheresse. Pourtant, 90% de la population est rurale et vit d'une agriculture de subsistance. Le Burkina produit 85% de ses aliments et doit importer le reste.

Le Burkina n'a que peu de zones forestières et celles-ci sont menacées de disparition accélérée. L'abattage abusif décime chaque

année environ 50.000 hectares de forêt, car de trop nombreuses familles s'y procurent le bois de feu, les matériaux de construction ou un supplément de revenus. Le déboisement et l'érosion qu'il entraîne aggravent le problème de la désertification en contribuant à la "mort de la brousse" et à la disparition d'énormes quantités d'espèces typiques de la région.

Les grandes sécheresses de 1973-74 et de 1983-84 ont encore détérioré la situation. Elles provoquèrent une famine générale et des migrations massives d'hommes de la campagne qui partirent en laissant leurs femmes se tirer d'affaire toutes seules souvent pour des périodes indéterminées ce qui a contribué à aggraver le schéma déjà chaotique de l'urbanisation. La pollution et des conditions de vie insalubres sont devenues endémiques dans les villes en rapide expansion du Burkina.

Ce sont les pauvres qui souffrent le plus des problèmes de l'environnement et ce sont eux qui sont obligés de se démener pour survivre pendant les sécheresses. Les gens préféreront dépouiller la terre de sa cape végétale plutôt que de souffrir de la faim, même si cela signifie à long terme le sacrifice de davantage de terres et l'avancées du désert. Alors, les femmes vont

*Cet article se base sur l'étude
préparé
pour l'INSTRAW
par Lalla Racine Sanou.*

continuer à engendrer les nombreux enfants dont la force de travail se révèle indispensable pour tirer de quoi manger de terres de plus stériles, stratégie de survie qui accroît encore davantage les pressions sur un écosystème déjà fragilisé. La majorité de la population du Burkina est aujourd'hui âgée de 15 à 25 ans.

Les femmes, l'environnement et le développement au Burkina

Comme les femmes de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les femmes burkinabes produisent la plus grande partie des aliments destinés aux familles et peinent de 14 à 16 heures par jour pour faire pousser, traiter et mettre en conserve les denrées alimentaires, soigner le bétail, ramasser le bois de feu, le fourrage et autres produits de la biomasse et travailler dur, par-dessus le marché, dans les cultures de rapport de leurs maris.

Au Burkina, les dégâts causés à l'environnement ont accru dramatiquement la charge de travail des femmes, les obligeant à marcher de plus en plus loin pour aller chercher l'eau, les aliments et le combustible et à se donner davantage de mal pour obtenir un

rendement moindre d'un sol épuisé. Près de 25% des décès chez les femmes burkinabes âgées de 15 à 44 ans sont dûs à la malnutrition, l'anémie, les grossesses répétées, la malaria, ou l'épuisement, selon un rapport de l'UNICEF de 1987. Les femmes ne reçoivent guère dans leurs travaux l'aide des technologies modernes, puisqu'elles ne possèdent pas le titre de propriété de la terre qu'elles cultivent et qu'elles n'ont pas accès à la formation, au crédit ni aux autres facteurs de production. Lorsque leurs maris partent au loin chercher du travail, comme ils avaient l'habitude de le faire avant de manière saisonnière, c'est désormais pour de longues périodes; elles restent au pays pour faire tout le travail que font généralement les hommes et trouver en plus des revenus pour acheter ce qu'elles ne peuvent pas produire ou ramasser par elles-mêmes. Dans une telle situation, elles deviennent presque inévitablement plus pauvres, passant des heures de plus en plus nombreuses pour assurer la survie alimentaire de la famille qui exige une quantité sans cesse croissante de travail non rémunéré.

La littérature existante au Burkina Faso sur les femmes, l'environnement et le développement est limitée et non spécialisée. Elle traite les thèmes généraux, tels que la condition des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie (allègement des tâches, accès aux facteurs de production, activités créatrices de revenus, enseignement, formation professionnelle, information, hygiène), l'accès à la planification et à la prise de décisions et il s'agit généralement de textes qui ont circulé dans la communauté internationale au cours de ces vingt dernières années. Les études portant sur les femmes rurales et leur vie de tous les jours réalisées jusqu'à présent sont le fait, le plus souvent, d'organisations non gouvernementales (ONG) ayant peu d'expérience en matière de collecte, organisation ou diffusion d'informations.

Des travaux ont été effectués, qui reconnaissent le rôle vital que les femmes du Sahel occidental jouent dans la gestion des ressources. Ils ont révélé que les femmes fournissent de 60 à 80% de la main-d'oeuvre sur les sites de projets qui luttent contre la désertification. Les femmes jouent aussi un rôle de tout premier plan en appliquant de nombreuses techniques traditionnelles très simples pour la conservation de l'eau et du sol qui, en ralentissant la vitesse de l'eau à la surface du sol, permettent que celui-ci l'absorbe.

Lalla Racine Sanou

Est géographe et spécialiste en sciences agricoles. Elle a travaillé avec le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et avec d'autres organisations régionales et internationales en tant que consultante en questions relatives aux femmes, à la famille et au développement.

Elles concernent également la construction de petites levées de terre ou de pierres et ce sont les femmes qui transportent les pierres utilisées pour ces travaux, la construction de pentes (pratiquées dans le Comoé) afin de conserver l'humidité, le "zai" ou plantation de semences dans un trou creusé dans un sol dur pour le ramollir (technique utilisée au Yatenga). Les femmes plantent aussi des brise-vent et des haies, pratiquent des coupes sélectives pour favoriser la régénération des forêts; elles sont responsables de la corvée d'eau; elles sèment et récoltent dans les champs collectifs et privés (surtout lorsque les hommes sont au loin) et elles connaissent bien les usages médicinaux de certaines plantes, encourageant leur multiplication et luttant contre une cueillette excessive.

Les femmes affrontent des contraintes environnementales et socio-économiques qui les empêchent de participer plus activement aux projets de gestion des ressources naturelles : une charge de travail déjà épuisante en raison de l'exode en masse des hommes, un taux d'analphabétisme de 93% chez les femmes de 15 à 24 ans (contre 78% chez les hommes) et une misère accablante. Les lois coutumières de propriété constituent un problème supplémentaire qui limite l'efficacité des réformes agraires : bien qu'officiellement toutes les terres du Burkina Faso

soient aujourd'hui la propriété de l'Etat, cela n'est pas reconnu par les communautés rurales qui continuent à attribuer aux hommes le droit de propriété des terres, même là où les femmes font tout le travail puisque les hommes sont au loin.

Groupes communautaires

Les organisations traditionnelles – associations de paysans, telles que les groupes Naam, les groupements de villages ou les organisations de producteurs et les coopératives – sont très développées au Burkina Faso, de même que dans beaucoup de pays du Sahel. Quelques-unes sont spécifiquement des associations de femmes, comme Pag-la-Yiri, à ZABRE et "AFZ" qui a été créée par des femmes comme une association privée et regroupe 10.000 membres; elle est présente dans plus de 110 villages où elle gère des banques de céréales, des pharmacies rurales et d'autres projets. Une autre association est l'Association Vivent les Paysannes (AVLP) à Sapone dans le Bazéga. Avec ses 1.000 membres, cette association compte 42 groupements de femmes qui s'occupent de problèmes de santé, de l'environnement et de l'agriculture.

Cependant, bien que plusieurs groupes de femmes aient été créés, très peu l'ont été à l'initiative des femmes elles-mêmes et celles qui sont en activité sont souvent moins dyna-

miques que celles fondées et animées par des hommes. Les obstacles qui s'opposent à une complète participation des femmes à ce niveau peuvent s'expliquer en partie par le faible degré d'alphabétisation des femmes. Pourtant, quelques-unes de ces associations ont pour but le développement et l'organisation des femmes pour lutter contre les effets de la sécheresse et leur existence constitue un puissant levier pour le développement.

Femmes et développement : initiatives nationales

Le Burkina Faso s'est fixé comme objectifs de développement la sécurité alimentaire, la gestion des ressources hydriques et la lutte contre la désertification dans l'espoir de rendre le pays autosuffisant en matière alimentaire d'ici l'an 2000. Le plan de développement pour 1986-1990 avait également accordé la priorité à la promotion socio-économique des femmes et les avaient officiellement désignées comme des agents du développement. Il avait aussi reconnu le rôle fondamental que les femmes doivent jouer pour que la lutte en faveur du développement rural et contre l'avance du désert soit couronnée de succès.

Le plan quinquennal actuel et le programme d'ajustements structurels, qui a l'appui de la Banque Mondiale et du FMI, s'efforcent de poser les bases d'un développement durable par le



Il faut comprendre la tragédie permanente du Sahel. Photo: UN/John Isaac.

biais de la relance de la production agricole d'une manière écologiquement rationnelle, la maîtrise de l'inflation et l'encouragement des investissements privés et des créations d'emplois. Des projets visant à incorporer les femmes à ce programme ont été présentés au séminaire de Koudougou en juin 1991; ils portant essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, le commerce, l'artisanat, la santé, l'enseignement et la formation, l'environnement et l'eau. Des objectifs spécifiques concernant la situation socio-économiques des femmes visent à promouvoir les activités des femmes au sein des exploitations agricoles, à

améliorer la qualité de la vie des femmes, à accroître leur production grâce à l'utilisation de nouvelles techniques et augmenter, de cette façon, leurs revenus; à stimuler leur promotion personnelle par le biais de groupements (tels qu'ils ont été définis par un groupe de consultants qui ont analysé huit projets de développement ayant démarré en 1991). Ce qui est fondamental dans tout ceci c'est que les conditions de vie, l'accroissement de la productivité et la gestion de l'environnement sont

liées : des améliorations dans l'un de ces domaines impliquent des améliorations dans les deux autres.

Les femmes participent aux programmes du gouvernement destinés à étendre et à réhabiliter les forêts, à gérer les pâturages et à cultiver des sources d'énergie domestique. C'est ainsi que dans le cadre du Programme national de sylviculture villageoise, plus de 30.000 femmes ont été formées aux méthodes de construction de nouveaux fourneaux qui requièrent une quantité moindre de bois de feu.

Cependant, le problème du bois de feu ne sera pas résolu tant qu'il ne sera pas considéré du point de vue plus général de la gestion de

Le lien incontournable qui existe entre la pauvreté de l'environnement et la pauvreté des femmes n'a pas encore été établi.

l'environnement; or, jusqu'à présent, les projets individuels ont été peu intégrés, produisant une série de résultats isolés dans chacun des secteurs concernés, avec une signification limitée. Ils font l'objet d'une publicité insuffisante et ils ne réussissent pas, souvent, à prendre en considération des facteurs qui diminuent leur incidence (les lois coutumières de propriété des terres, par exemple, ou les conflits pour l'utilisation des terres entre cultivateurs et éleveurs). Ainsi, un programme de trois ans destiné à lutter contre la désertification qui démarra en 1986 établit des contrôles rigoureux sur l'abattage et la vente du bois de feu, la pâture des animaux et l'allumage de feux de brousse; mais les peines en cas de violations ne sont pas appliquées. L'incorporation pleine et entière des femmes aux programmes de foresterie signifierait qu'elles participent à toutes les activités de mise en valeur de la forêt, ce qui, à son tour, provoquerait une résistance extrêmement forte des hommes devant un tel changement dans les rôles traditionnels des femmes.

Malgré l'approche sectorielle adoptée, le gouvernement a établi des priorités d'intervention et il a créé un organisme interministériel, au sein du Ministère de la planification et de la coopération, dans un effort loyable pour intégrer les différents domaines d'action.

D'autres intervenants : les ONG

La période qui a suivi la Décennie des Nations Unies pour la femme s'est caractérisée par une prolifération d'interventions dispersées et anarchiques en faveur des femmes, ce qui a entraîné un gaspillage de fonds et d'efforts, faute d'une stratégie nationale coordonnée. Les femmes des zones rurales, qui auraient dû être les véritables bénéficiaires de ces initiatives, n'en ont qu'à peine senti les effets.

Avec l'aide d'organisations régionales et internationales, les ONG sont très actives au Burkina Faso où elles sont engagées dans la lutte contre la désertification. Même à ce niveau, cependant, les actions entreprises en faveur des femmes sont centrées sur l'allègement des tâches domestiques, l'amélioration des soins de santé destinés aux mères et aux enfants et les activités traditionnelles de création de revenus plutôt que sur l'amélioration des conditions dans lesquelles les femmes participent à la gestion des ressources naturelles. Le lien

incontournable qui existe entre la pauvreté de l'environnement et la pauvreté des femmes n'a pas encore été établi et l'engouement actuel des spécialistes du développement pour la création d'activités productrices de revenus, coupées du contexte environnemental plus vaste dans lequel se meuvent les femmes, ne débouchera jamais sur autre chose que sur des solutions partielles.

Quand il s'agit d'approfondir et de mieux connaître le lien existant entre les femmes et le développement on ne dépasse pas l'étape de la théorie : multiplication des ONG, création de banques pour les femmes et nombreuses séances de formation à l'intention des femmes.

Approches régionales

L'effondrement de l'équilibre socio-écologique met en danger le développement durable dans tous les pays du Sahel qui se sont regroupés au sein du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) afin de prendre en considération "l'homme (sic), l'économie, l'écologie"; qui sont la base tripartite fondamentale pour la mise en oeuvre de toute action en matière de sécurité alimentaire, de gestion des ressources naturelles et d'amélioration en général des conditions de vie.

Le CILSS a été fondé après la sécheresse de 1973-74. Il a pour mission de rechercher des solutions aux problèmes globaux qui

s'opposent à l'autosuffisance alimentaire et à un meilleur équilibre socio-écologique au Sahel, de promouvoir la coopération à ces fins entre



est en charge d'un projet spécifique ou les intérêts du bailleur de fonds. Les objectifs de la réunion de Ségou restent théoriques et les retombées

les pays de la région et de mobiliser des ressources afin de financer des programmes régionaux. Le Club du Sahel, qui regroupe les Etats de la région et leurs principaux bailleurs de fonds de l'OCDE, a été créé en 1976 afin de soutenir financièrement le CILSS. Les projets mis en oeuvre entre 1976 ont privilégié l'aide urgente en aliments et les projets destinés à palier la crise provoquée par la sécheresse. Ils furent suivis d'une nouvelle stratégie orientée cette fois vers la lutte contre la sécheresse et l'avance du désert, centrées sur Mindelo (sécurité alimentaire) et N'Djamena (politiques en matière de population).

La réunion du CILSS sur la gestion des sols, en 1989, à Ségou, rassembla tous les partenaires du développement : les Etats de la région, les organisations rurales et les bailleurs de fonds. Elle a mis en lumière la réussite des projets communautaires qui font participer les femmes à la gestion journalière des ressources naturelles. Grâce à cette initiative, le lien entre les femmes,

*Projets de développement agricole à
Burkina Faso.
Photo: UN/John Isaac.*

l'environnement et le développement est devenu une priorité de tous les pays de la région, dans le cadre de leur lutte contre l'avance du désert.

Depuis lors, les Etats de la région ont vu la nécessité de réorienter leurs plans de développement afin de satisfaire les besoins spécifiques des femmes du Sahel. La réunion de Ségou a souligné le rôle essentiel des ONG et des associations de paysans (initiatives de collectivités locales), le rôle crucial des femmes, la nécessité de décentraliser la gestion des projets et d'y faire participer les populations locales, l'importance des investissements et de l'épargne au niveau local ainsi que de l'information et de la formation.

Jusqu'à présent, cependant, les Etats Membres du CILSS ont des approches individuelles et différentes en ce qui concerne la participation des femmes au développement, approches qui varient selon le département qui

des projets sont encore bien loin d'atteindre les populations ciblées.

Le CILSS travaille actuellement à l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation des projets propre au Sahel, qui laisse complètement de côté le critère classique de rentabilité. Elle se base sur une approche qui tient compte d'une multiplicité de critères et elle prend en considération des valeurs difficiles à calculer en termes monétaires; elle se prête donc mieux à mettre en évidence le degré de participation des femmes à la gestion des ressources naturelles que les indicateurs monétaires traditionnels.

*Les Nations Unies
et les autres intervenants
internationaux*

Les Nations Unies ont participé activement à la lutte contre la sécheresse et la désertification en créant un Bureau spécial pour le Sahel, sous les auspices du Conseil économique et social, avec mission de travailler de concert

Pour intégrer les femmes aux programmes de sylviculture il faut les intégrer aussi dans tous les actions de développement de la sylviculture. Cela exige surmonter la résistance des hommes.

avec le CILSS à la coordination des activités d'assistance prêtées par les Nations Unies. Ce bureau est devenu le Bureau pour la région soudano-sahélienne après la Conférence mondiale de Nairobi sur l'avance du désert. Il fournit aux institutions nationales ou régionales l'aide nécessaire pour la planification et la conception de projets et de programmes de lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture travaillent également dans la région, de même que des ONG, telles que l'Union internationale pour la conservation de la nature (UIEN) et de ses ressources et le Fonds mondial pour la vie sauvage.

Conclusions

L'importance du rôle des femmes et les barrières qui s'opposent à l'amélioration de leur condition ont été officiellement reconnues par les conclusions et les recommandations des programmes de recherche, des séminaires et des ateliers nationaux et régionaux. Les femmes en leur qualité d'épouses et de productrices sont des partenaires importantes du processus de développement. Les organisations de développement, cependant, ont tendance à ne les considérer que comme des victimes et des responsables de la dégradation de l'environnement.

Les femmes ont été capables de

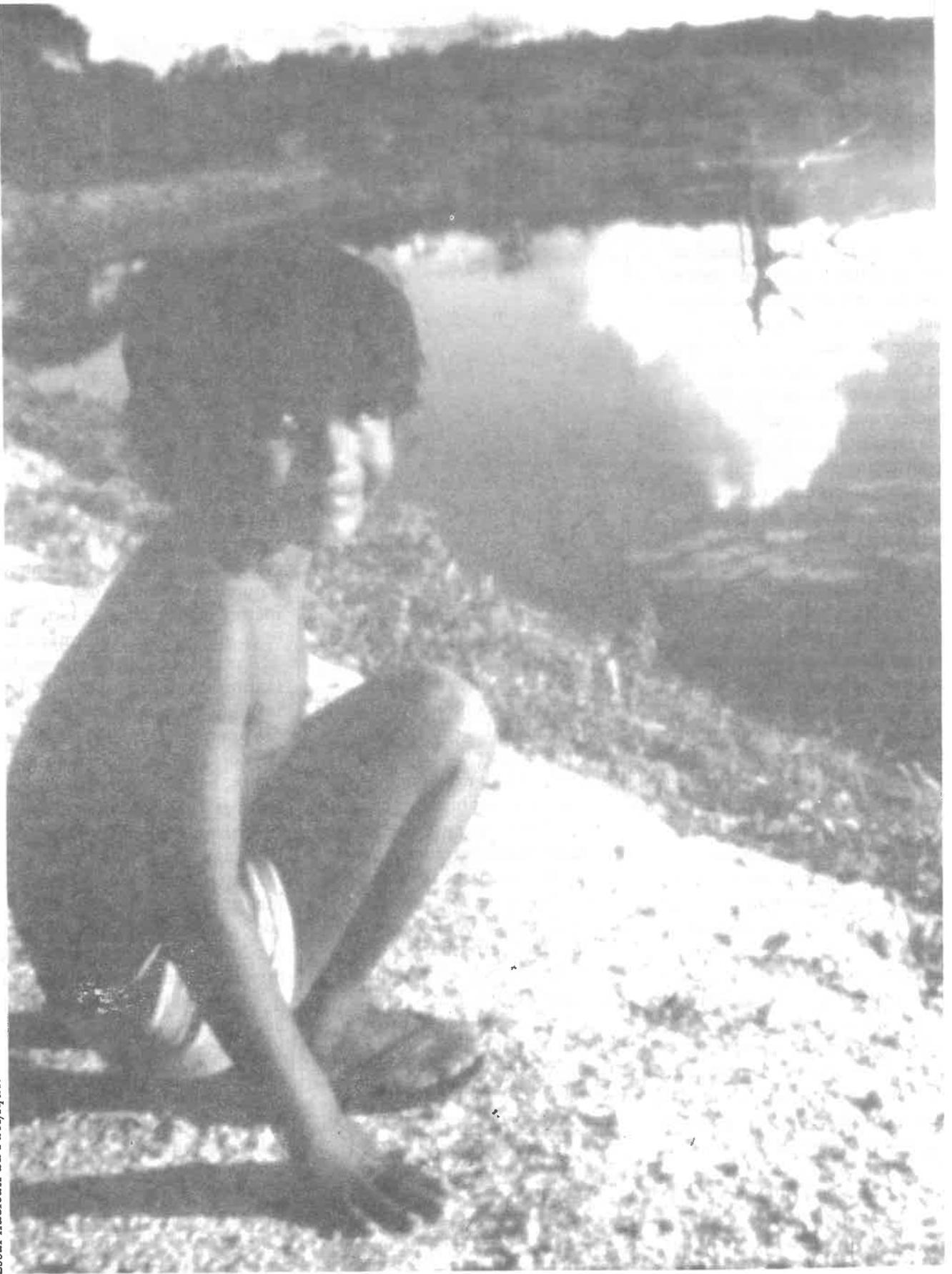
s'organiser au sein de groupes au cours de ces toutes dernières années pour des projets comme la conservation de l'eau et des sols et l'horticulture. Le cadre institutionnel, tant au niveau national que régional, est bien structuré, mais la coordination entre institutions de recherche et les projets et programmes est encore insuffisante. Les structures internationales de recherche sur les femmes continuent à être coupées des réalités concrètes qu'affrontent les femmes du Sahel.

Toutes les réunions sur les problèmes du Sahel, les unes après les autres, ont souligné les capacités et l'importance des femmes au Sahel, mais dans la pratique, il n'en est pas sorti grand chose. Il s'agit pourtant d'un pas indispensable pour une solution au Sahel.

Pour que les femmes bénéficient de leurs services, il faut que les chercheurs et les développeurs

approfondissent leurs connaissances sur le milieu physique et humain du Burkina Faso, les méthodes d'exploitation agricole et les méthodes traditionnelles de gestion des ressources naturelles ainsi que sur les véritables problèmes et occupations des femmes. Ils devront se pencher en particulier sur la sensibilité des femmes en ce qui concerne leur participation à l'élaboration et à la mise en application d'indicateurs relatifs à la gestion des ressources naturelles et trouver des méthodes adéquates de formation et de diffusion de l'information.

Il est regrettable que toutes les institutions fondées pour appuyer la promotion socio-économique des femmes se trouvent dans les pays développés ou, tout au moins, bien loin des réalités des femmes du Sahel. De gros investissements ont été réalisés pour la promotion des femmes, mais malheureusement leur incidence est minime en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des femmes. Les projets doivent aller bien plus loin quand il s'agit de la participation des femmes à la gestion de l'environnement, de la mise au point d'approches en accord avec leur façon d'être et de méthodes appropriées pour stimuler leur collaboration. Il faudra en particulier mettre l'accent sur la formation des femmes qui travaillent dans des disciplines concernées par l'environnement au sein des universités. 



Essai nucléaire au Pacifique.

DES PROBLÈMES AU PARADIS :

Le cas de Tahiti

Introduction

La Polynésie française est une chaîne de 130 îles, regroupées au sein de cinq archipels dans le Pacifique sud (les îles de la Société, auxquelles appartient Tahiti, les Marquises, les Tuamotu, les Gambiers et les îles Australes).

L'arrivée des premiers Européens a provoqué l'extermination de la plupart des îliens, morts dans des luttes armées, d'alcoolisme ou de maladies. Trente ans après leur découverte, il ne restait plus dans les îles que dix pour cent de la population originelle.

L'intention première de la France en ce qui concerne les îles, à savoir, faire de l'archipel des Marquises une colonie pénitentiaire, n'eut pas de suite, en raison des dépenses et des difficultés pour transporter jusque là les détenus. Tahiti, la plus grande des îles, ne possède guère de ressources naturelles de valeur, qu'elles soient terrestres ou marines et sa surface de terres cultivables est très limitée. Elle n'attirait donc pas les colons.

Après la Deuxième guerre mondiale, la Polynésie française devint officiellement un Territoire d'outremer (TOM). Peu après, l'atoll de Mururoa devint un centre d'essai pour les bombes nucléaires, malgré l'opposition



des 30 élus de l'Assemblée territoriale, qui est le parlement local de la Polynésie française.

En 1966, les essais dans l'atmosphère commencèrent. A cause des risques inhérents à ce type d'essais et de l'opposition de la population locale, on prit la décision, au début des années 70, de réaliser des essais souterrains.

Il existe, pourtant, des rapports sur les effets dévastateurs qu'ont ces essais, qu'ils soient souterrains ou dans l'atmosphère,

Cet article est tiré d'une étude de cas préparée par Marie-Thérèse Danielson en 1991-1992.

sur la population locale et sur l'environnement. Ces rapports indiquent que les femmes sont les plus fortement touchées par les problèmes de santé qu'ils provoquent, car outre les souffrances causées par les symptômes normaux de la diarrhée, les vomissements, la perte d'appétit et des douleurs dans tout le corps, elles ont également la responsabilité de soigner les autres malades. Les leucémies provoquées par les radiations, plusieurs sortes de cancer ainsi que les naissances d'enfants malformés ou retardés sont quelques-uns des effets à long terme que l'on attribue aux essais. Bien que les conséquences sur les plantes et les animaux soient moins bien documentés, quelques livres et articles considèrent que les radiations nucléaires et les déchets atomiques sont au nombre des causes de la destruction des récifs. Ceci signifie la disparition de certaines espèces et la perte d'une source importante de protéines et de matières premières pour les îliens. A une santé moins vigoureuse, s'ajoute pour les femmes, en leur qualité de principales pourvoyeuses des ressources marines dans le Pacifique, le fait de devoir passer plus de temps et dépenser davantage d'énergie pour obtenir

les sources de protéines dont leurs familles ont besoin.

Il n'est donc pas surprenant que, comme l'illustre l'étude de cas sur Tahiti, le mouvement des femmes, comme partout ailleurs dans la région du Pacifique, soit étroitement lié aux protestations antinucléaires et anticolonialistes.

Boom démographique : les effets sociaux des migrations

Dès que la décision de convertir en site d'essais nucléaires les îles de la Polynésie française fut prise, 18.000 hommes de troupe furent envoyés à Tahiti. La population de l'île doubla du jour au lendemain avec l'arrivée des militaires. Au fur et à mesure que des îliens pauvres en provenance de localités isolées étaient embauchés comme manoeuvres pour construire les infrastructures nécessaires pour les essais, cette population continua à s'accroître. Ces travailleurs firent venir leurs familles à Papeete, qui fut bientôt entourée de taudis. La plupart d'entre eux y restèrent une fois leur travail fut achevé, aux alentours de 1970.

L'augmentation de la population entraîna une autre immigration,

elle aussi croissante, celles de personnes qui se rendaient compte qu'ils pouvaient désormais gagner leur vie en vendant des marchandises ou leurs services à Papeete. Actuellement, les immigrants sont environ 30.000, soit le sixième de la population totale du TOM. Le nombre de fonctionnaires s'est accru également afin de faire face à l'administration de la nouvelle population des îles. Beaucoup restent à Tahiti après leur retraite, grossissant encore davantage une population déjà trop nombreuse. Plus de 70% de la population de la Polynésie française réside actuellement à Tahiti.

Le programme d'essais nucléaires a provoqué un afflux considérable de fonds au fil des années – il s'agit aujourd'hui d'environ un milliard de dollars par an – qui sont dépensés pour les routes, les écoles, les hôpitaux, les programmes d'aide sociale et les dépenses militaires. Le revenu par habitant qui est, pour tout le TOM, de près de 8.000 \$, dépasse celui de tous ses voisins du Pacifique, mais il s'agit d'une économie totalement dépendante

de la France. Avant que les essais ne commencent, les îles parvenaient presque à équilibrer leur balance commerciale, et les exportations couvraient, au début des années 60, environ 70% des importations. A la fin de la décennie, ce chiffre était tombé à 10% et il est resté à ce niveau depuis lors, étant donné que les produits traditionnels qui permettaient aux Tahitiens de gagner leur vie, comme la culture de la vanille et du café, ont été totalement abandonnés. La Polynésie française doit aujourd'hui importer 85% des aliments qu'elle consomme.

Un revenu par habitant aussi élevé peut également se révéler trompeur, car il y a de sévères inégalités au sein de la société de la Polynésie française. Le chômage y sévit – 40% environ chez les jeunes – et même si les indemnités de l'aide sociale ne sont pas mauvaises, la situation économique s'est dégradée de façon continue depuis 1987.

La population tahitienne est celle qui en a le plus souffert. Tout le système légal est français et, comme beaucoup de Tahitiens ne possédaient pas de titres de propriété ayant une valeur légale, ils ont été dépossédés de leurs terres ancestrales, ce qui a créé une série de graves bouleversements sociaux. La plupart des familles louent désormais un petit lopin de terrain sur lequel elles doivent vivre dans de petites cabanes en

Marie-Thérèse Danielson

est née en France mais a passé la majeure partie de sa vie en Polynésie française où elle s'est engagée activement dans la politique locale et dans des organisations et associations de femmes pour la protection de la nature. Avec son mari, elle a écrit de nombreux livres et articles sur les essais nucléaires en Polynésie française.

Les femmes polynésiennes n'ont pas accès au pouvoir politique ni économique.

tôle ondulée et en panneaux d'aggloméré. Il n'y a pas de place pour les parents âgés ou pour d'autres personnes âgées de la famille, alors qu'ils étaient soignés traditionnellement par leurs enfants adultes. Les conditions d'entassement sont telles que beaucoup d'adolescents préfèrent partir de chez eux. Vu les maigres perspectives de travail, beaucoup rejoignent les gangs de jeunes délinquants; dans les bidonvilles de Papeete, la criminalité et la prostitution sévissent. N'ayant pas de potager pour faire pousser les denrées traditionnelles, telles que les ignames, les patates douces, les bananes et l'arbre à pain, la plupart des Tahitiens adultes doivent acheter toute leur nourriture chez les commerçants et ils se nourrissent d'aliments bon marché, comme le pain, le riz, les pâtes, les haricots, le sucre et la viande en conserve; les enfants, eux, mangent des biscuits salés et des sucreries et boivent des boissons importées. La malnutrition généralisée qui en résulte est la cause principale de la multiplication de maladies, telles que le diabète, l'anémie, l'angine et les maladies de peau.

Le surpeuplement a également entraîné la pollution de l'eau des plages sur une distance d'environ 20 kilomètres de chaque côte de Papeete. Pour pouvoir construire les bidonvilles et les belles résidences (qui se côtoient le plus souvent), la végétation a été

abattue sans pitié et une érosion à grande échelle a fait son apparition. Toute la couche arable a été arrachée et emportée, mélangée aux eaux usées et aux pesticides, jusqu'aux lagons où un touriste sans méfiance est à même, en se baignant, d'attraper une série de maladies graves, et notamment le typhus, la poliomyélite ou une hépatite. Le flux touristique du TOM a décliné au cours de ces dernières années, en partie à cause de la gravité de la pollution.

Statistiques sanitaires

Le problème sanitaire le plus grave, cependant, est l'accroissement constant, depuis qu'ont débuté les essais d'armements atomiques, en 1966, de trois types de cancer provoqués par les radiations: la leucémie, les infections de la thyroïde et les tumeurs cérébrales. De même qu'aux Iles Marshall, où furent également réalisés des essais nucléaires, de nombreuses grossesses se terminent par des fausses-couches et beaucoup d'enfants naissent avec des malformations.

Les autorités nient l'existence de nombreux problèmes sanitaires

liés aux radiations. On ne publie que des statistiques sanitaires occasionnelles et incomplètes et on ne permet pas l'accès aux dossiers des hôpitaux ni les enquêtes indépendantes. Aux Iles Mangareva, qui se trouvent à proximité de Mururoa et de Fangataufa, les deux atolls des Tuamotu où ont été testés les armements, les 600 habitants de ces îles ont tous été affectés de *ciguatera*, un empoisonnement provoqué par du poisson. Un rapport a établi que les poissons du lagon sont devenus toxiques en s'alimentant d'une algue microscopique de la famille des dinoflagellates qui se multiplie lorsque le récif de corail a été endommagé, comme cela a été le cas après les essais atomiques. Des études réalisées par des ichtyologistes japonais montrent que, dans le Pacifique, l'empoisonnement par *ciguatera* n'est un problème qu'aux Iles Marshall et dans l'archipel des Tuamotu.

Malgré l'inquiétude généralisée sur les conséquences des essais nucléaires dans l'île, les groupes antinucléaires et pro-indépendantistes purs et durs restent peu nombreux et attirent à peine de 15 à 20% des voix. Ils détiennent seulement 10% des sièges à l'Assemblée territoriale où ils sont représentés depuis 1986. Le référendum sur l'indépendance, célébré en 1958, a été nettement défavorable - 64% des votants s'y sont opposé.



*Un poste d'agriculture expérimentale aux
Iles du Pacifique.
Photo: UNATIONS.*

Les femmes en Polynésie française

Ce sont les femmes tahitiennes qui ont le plus souffert des bouleversements économiques et des problèmes sanitaires du Territoire. Les femmes polynésiennes n'ont pas accès au pouvoir politique ni économique et, depuis les temps les plus reculés, elles sont traitées comme des déshéritées de la société. Considérées impures et inférieures, elles n'ont même pas

le droit de manger la même nourriture que les hommes ni au même endroit. Les rôles traditionnels des femmes consistaient à s'occuper des parcelles familiales, ramasser des aliments comme les noix de coco, les moules et les oeufs, aller chercher le combustible, préparer les repas, fabriquer des paniers et des vêtements et réaliser d'autres travaux manuels.

Les femmes de la Polynésie française restent à la maison pendant que leurs maris travaillent (pour des salaires tellement bas qu'ils en dépensent la plus

grande partie en bière). N'ayant aucune formation professionnelle, les Tahitiennes ne peuvent gagner un peu d'argent qu'en tressant des chapeaux et des tapis, en cultivant des plantes ornementales et en faisant des gâteaux. Seules les plus jeunes et les plus intelligentes d'entre elles arrivent à trouver du travail comme fonctionnaires municipales, dans les cantines scolaires ou comme serveuses ou femmes de chambre dans les hôtels. Malheureusement, le

moyen le plus facile pour une fille, jeune et jolie, de gagner une quantité d'argent appréciable est la prostitution.

La première association des femmes de la Polynésie française, le Groupement de solidarité des femmes de Tahiti a été créé en 1961. Ses fondatrices étaient presque toutes des femmes qui travaillaient pour ou au sein de l'administration territoriale. Leur but avoué était d'"améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants appartenant à tous les groupes ethniques locaux". Elle ressemblait beaucoup aux mouvements charitables d'autrefois et sa principale réalisation fut la construction d'une crèche dans la commune de Piraé.

Ce n'est qu'en 1975 que surgit un mouvement véritablement représentatif et humanitaire de femmes polynésiennes, à la suite de la Première conférence des femmes du Pacifique, à Suva (Iles Fidji), qui était organisée par des femmes des îles du Pacifique, encore britanniques ou qui l'avaient été, ayant participé à la Première conférence des Nations Unies pour la femme, à Mexico. Deux déléguées des partis nationalistes tahitiens y assistèrent. C'était la première fois que des femmes tahitiennes rencontraient des femmes d'autres îles du Pacifique avec des problèmes culturels, sociaux et économiques similaires et qu'elles en discutaient avec elles. Les participantes créèrent un

Centre régional de ressources des femmes du Pacifique à Suva pour garantir que les femmes du Pacifique seraient représentées pour les affaires sociales, économiques, écologiques et légales au niveau international, s'assurer que les informations leur parviendraient en retour et que les groupes locaux de femmes de toutes les îles du Pacifique seraient mobilisés.

De retour chez elles, les déléguées du TOM firent connaître les résultats de la conférence et notamment la pétition demandant la cessation des essais nucléaires. Elles fondèrent également une association locale de femmes pour s'occuper des questions traitées à la conférence de Suva.

A part quelques interruptions dues à des événements politiques locaux, le groupe de femmes continua à se réunir et il attira de nouveaux membres malgré l'opposition de certains maris qui craignaient que la participation de leurs épouses en faveur des droits des femmes et de la cause antinucléaire n'attire des tracasseries contre toute la famille. Des contacts établis avec d'autres mouvements de femmes du Pacifique convainquit le groupe que la réunion de mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour la femme, à Copenhague, en 1980, était une manifestation importante. Grâce à l'appui d'autres mouvements du Pacifique et de l'International

Women's Tribune, une délégation composée de cinq femmes, dont aucune n'avait participé auparavant à une réunion de cette portée, s'y rendit.

Contacts précieux au niveau international

Comme c'était la première fois qu'un groupe tahitien participait à une réunion internationale de femmes, c'était aussi la première fois que les femmes des autres pays avaient l'occasion de savoir qu'il existait une opposition aux essais nucléaires dans les îles. En échange, les femmes de la Polynésie française ignoraient totalement, jusqu'à ce moment-là, qu'il y existait des associations internationales qui luttaient pour les mêmes causes que les leurs. Les déléguées décidèrent de s'affilier à la Ligue internationale pour la paix et la liberté, une fois rentrées à Tahiti. Leur association avec une grande organisation non gouvernementale (ONG) internationale permit aux femmes de la Polynésie française, non seulement d'être mieux informées encore de faire connaître à l'étranger leurs problèmes spécifiques.

Pour des raisons financières, le Centre régional de Suva suspendit ses activités trois ans après sa création. Mais face à la prise de conscience croissante des problèmes affrontés par les femmes qu'avait mis en lumière la Décennie des Nations Unies pour la femme, les

gouvernements de la région du Pacifique décidèrent de transférer le Centre au siège de la Commission pour le Pacifique sud à Nouméa (Nouvelle Calédonie). Il s'appelle désormais le Bureau des femmes du Pacifique et possède une section en langue anglaise et une en langue française, disposant chacune, cependant, de moyens très limités. Depuis la fin de la Décennie, ce Bureau s'est consacré à l'organisation de réunions et de conférences régionales pour les femmes. Les participantes sont essentiellement des fonctionnaires gouvernementales et des déléguées de conseils officiels représentant les ONG locales.

Depuis 1981, cinq conférences ont été organisées. Lors de la conférence de décembre 1991, des recommandations concernant l'environnement demandaient aux gouvernements et aux ONG de la région d'exercer davantage de pressions afin d'obtenir l'arrêt des essais nucléaires et l'élimination des déchets atomiques dans la région, d'être conscients des conséquences qu'auraient pour les îles les changements climatiques et le réchauffement de la planète et d'être plus attentifs aux dangers de la pêche à la traîne dans le Pacifique.

Prise de conscience en matière d'environnement

Etant donné que la plupart des livres et brochures sur

l'environnement et le développement économique sont en anglais et que très peu d'informations sur l'environnement sont publiées en Polynésie française, les femmes du TOM ne sont pas bien renseignées dans ce domaine. Pendant l'administration municipale précédente, un des hauts-fonctionnaires s'occupait des questions de l'environnement par la tangente; il essaya de sensibiliser la population à certains problèmes écologiques, et notamment à la destruction des récifs de corail et à la pollution des lagons par les développeurs industriels et hôteliers. Une Maison de la Nature fut également créée où un petit groupe de fonctionnaires essaya de faire respecter quelques lois fondamentales pour la protection de l'environnement et encouragea les groupes écologiques locaux à se regrouper en fédération.

Il existe actuellement plusieurs associations indépendantes pour la protection de l'environnement dont les membres – des hommes aussi bien que des femmes – sont très actifs, mais elles n'ont qu'un pouvoir de pression limité et des moyens encore plus limités. Elles ont cependant manœuvré habilement ces dernières années et elles ont convaincu les journaux de publier les communiqués et déclarations de protestation contre les projets touristiques qui auraient des incidences négatives pour l'environnement qui émanent de

réunions ouvertes à tous. Elles ont souvent encouragé aussi des manifestations et des rallies.

Les associations confessionnelles locales, dont sont membres la plupart des Polynésiennes, sont également influentes et remportent beaucoup de succès. Les paroisses ont des groupements qui ne se limitent pas à l'enseignement de la religion et de la morale mais qui s'occupent également de résoudre des problèmes sociaux. Leurs recommandations sont souvent approuvées dans des synodes annuels et font ensuite l'objet d'une diffusion.

Note de l'éditeur

Les essais nucléaires en Polynésie française furent suspendus pour un an en avril 1992 et il est vraisemblable, qu'avec la fin de la Guerre froide, la suspension sera prolongée. Alors que cela peut représenter une très bonne nouvelle pour l'écologie des îles, cela peut aussi être l'annonce d'une période difficile pour de nombreux Polynésiens qui se sont habitués à un mode de vie subventionné par le gouvernement français et aux 10.000 emplois qu'avait créé le programme d'essais. 

BIBLIOGRAPHIE CHOISIE sur les femmes, l'environnement et le développement durable (1988-1993)

- Agarwal, Bina.* 1991. Engendering the Environment Debate: Lessons from the Indian Subcontinent. Série Orateurs distingués du CASID, No 8. Université d'Etat du Michigan, Centre d'études avancées pour le développement international.
- Asemblée des femmes africaines.* 1989. Women and Sustainable Development. WorldWIDE Network, Washington, D.C.
- Assemblée des femmes arabes.* 1990. The Role of Women and the Protection of the Environment. Tunis. WorldWIDE Network, Washington, D.C.
- Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement : Partenaires à vie.* Rapport final. 1991. WorldWIDE Network.
- Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement : Partenaires à vie.* Histoires des succès remportés dans le domaine des femmes et de l'environnement: Présentation préliminaire en préparation de l'Assemblée mondiale. 1991. WorldWIDE Network, Washington, D.C.
- Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement : Partenaires à vie.* Actes de la réunion et mise à jour des histoires des succès remportés dans le domaine des femmes et de l'environnement. 1991. WorldWIDE Network.
- Assemblée régionale Asie-Pacifique.* 1991. Women and the Environment: Partners in Life. Bangkok. WorldWIDE Network, Washington, D.C.
- Assemblée régionale Amérique latine et Caraïbes.* 1991. Women and the Environment in Latin America and the Caribbean. Quito. WorldWIDE Network, Washington, D.C.
- Atampyre, N. et al.* 1991. Whose trees. Publications Panos Ltd, Londres.
- Braidotti, Rosi et al.* 1993. Negotiating for Change: Debates on Women, the Environment and the Sustainable Development. ZED Books et INSTRAW, Londres.
- Buvinic, Mayra et Sally W. Yudelman.* 1989. Women, Poverty and Progress in the Third World. Série Gros titres No 289, Foreign Policy Association, New York.
- Centre de développement de l'Asie et du Pacifique.* 1992. Ressources et actions des femmes d'Asie et du Pacifique, Série Environnement, APDC, Kuala Lumpur.
- Collins, J.* 1991. "Women and the Environment: Social Reproduction and Sustainable Development" in Gallin, R. et A. Ferguson. Annuaire des femmes et du développement international, No 2, Editions Westview.
- Dankelman, I. et J. Davison.* 1988. Women and Environment in the Third World: Alliance for the future. Publications Earthscan, Londres.

- Davidson, Jean ed. 1988. *Agriculture, Women and Land: The African Experience*. Westview, Boulder.
- Diamond, I et G. Oreenstein. 1990. *Reweaving the World: The Emergence of the Ecofeminism*. Sierra Club Books, San Francisco.
- Environmental Network. 1989. *Women, Environment and Development*. Rapport du séminaire.
- FAO. 1989. *Women's Role in Forest Resource Management: A Reader*. Programme régional de développement de l'énergie du bois de la FAO en Asie, Bangkok.
- FAO. 1990. *Women in Agricultural Development*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Fundación Natura - CEPLAES. 1991. *Mujer y Medio Ambiente en América Latina y el Caribe*, Quito.
- Gouvernement Australien. 1992. *Women and Environment*. Déclaration préparée par le Bureau de la condition de la femme, Cabinet du Premier ministre et du Conseil des ministres, au nom du Ministère du Commonwealth d'Australie pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Canberra.
- King, Y. 1989. "The Ecology of Feminism and the Feminism of Ecology in Plant". *Hérésies* No 13. Numéro spécial sur le féminisme et l'écologie.
- King, Y. 1990. "Healing the Wounds: Feminism, Ecology and the Nature/Culture Dualism in Diamond and Oreenstein". *Hérésies* No 13. Numéro spécial sur le féminisme et l'écologie.
- Kolkar, G. et D. Nathan. 1992. *Gender and Tribe: Women, Land and the Forests*. ZED Books, Londres.
- Kumar, S. et D. Hotchkiss. 1988. *Consequences of Deforestation for Women's Time Allocation, Agricultural Production and Nutrition in Hill Areas in Nepal*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Rapport de recherche No 69, Washington, D.C.
- Mies, M. et V. Shiva. 1993. *Ecofeminism*. ZED Books, Londres.
- Monimart, M. 1989. *Women in the Fight against Desertification*. Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), Paris.
- Muntemba, S. ed. (nd). *By our Own Bootstraps: Women, Resource Management and Sustainable Development*. Environment Liaison Centre International.
- OCDE. 1989. *Focus on the Future: Women and Environment*. Institut international pour l'environnement et le développement, Londres.
- OIT. 1988. *Women and Land*. Organisation internationale du Travail, Genève.
- Organisation mondiale de la santé. 1992. *Pollution de l'air à l'intérieur des maisons par combustible de la biomasse*, Genève.
- Pandurang, Hodge. 1988. *Chipko and Appilo: How People Save the Trees*. Quacker Peace and Service, Londres.
- Polisso, L. 1992. *Impacto del Ambiente en las Mujeres*. Sénat de la Nation, Commission des ressources naturelles et milieu humain et Centre d'appui au développement local (CEADEL), Buenos Aires.
- Plant, J. 1989. *Healing the Wounds: The Promise of Ecofeminism*. Editions New Society, Philadelphie.
- PNUD. Février 1992. *Handbook and Guidelines for Environmental Management and Sustainable Development*. Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Rocheleau, D. 1988. *Yours, mine and ours: The Gender Division of Work, Resources and Rewards in Agroforestry*. Conseil international de recherche en agroforesterie. Nairobi.
- Rocheleau, D. 1992. *Whose Common Future? A Land User Approach to Gendered Rights and Responsibilities in Rural Landscapes*. In *Rapport de la Conférence sur le genre et l'environnement*, Stockholm, SIDA. Présenté par la délégation suédoise à la CNUED.

Rodda, A. ed. 1991. Women and Environment. ZED Books Ltd, Londres.

Russo, S. et al. 1989. Gender Issues in Agriculture and Natural Resources Management. AID, Bureau de la participation des femmes au développement, Washington, D.C.

Secrétariat du Congrès mondial des femmes – Women's Environment and Development Organization (WEDO). 1991. Congrès mondial pour une planète saine. Rapport officiel, New York.

Shiva, Vandana. 1988. Staying Alive: Women, Ecology and Development. ZED Books, Londres.

Solis, V. et M. Trejos. 1990. Women and Sustainable Development in the Central America. Union internationale pour la conservation de la nature, Bureau régional pour l'Amérique centrale et Centro femenino de Información y Acción, San José (Costa Rica).

Sontheimer, Sally ed. 1991. Women and the Environment: a Reader. Crisis and Development in the Third World. Publications Earthscan Ltd, Londres.

Steady, Filomena Chioma. 1992. National Report: Selected Case Studies on the Role of Women in Sustainable Development. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Rapport de recherche No 54.

UNESCO. Mars 1992. Les femmes parlent de l'environnement. Le Courrier de l'UNESCO.

UNIFEM. 1992. Agenda 21: An Easy Reference to the specific Recommendations on Women. Action for Agenda 21. 

Matériel audio-visuel concernant le rôle des femmes dans l'environnement et le développement durable

Women, environment and sustainable development (VHS-Pal et VHS-NTSC), 25', en anglais, 1992. INSTRAW-OIT de Turin.

Women at Work. 1989. En anglais, néerlandais, espagnol. Productions Belbo-Staven de Winter.

Fatma's Prayer. 1992. En anglais. BBC – Sarah Errington – Richard Alwyn.

Kale Nyabo: Women farmers in Uganda. En anglais, 28'. Smithsonian Institute.

A Handle on Health. En anglais, 28'. Conseil international de recherche sur le développement (IDRC).

Now they call me doctor. En anglais, 18'. Programme mondial d'alimentation.

Women and the environment: Partners for life. 1991. En anglais, 21'. Assemblée mondiale des femmes.

Recherche participative avec des cultivatrices. En anglais et français, 30'. Institut international de recherche sur les récoltes pour les tropiques semi-arides (ICRISAT).

Une force de 500 millions. 1992. 11'. En anglais, italien, français, espagnol, arabe. Fonds international des Nations Unies pour le développement agricole (FIDA).

Inherit the earth. 1991. Association italienne pour la participation des femmes au développement (AIDOS). En italien et anglais.

NOUS AVONS LU

Publications récentes sur les femmes, l'environnement et le développement

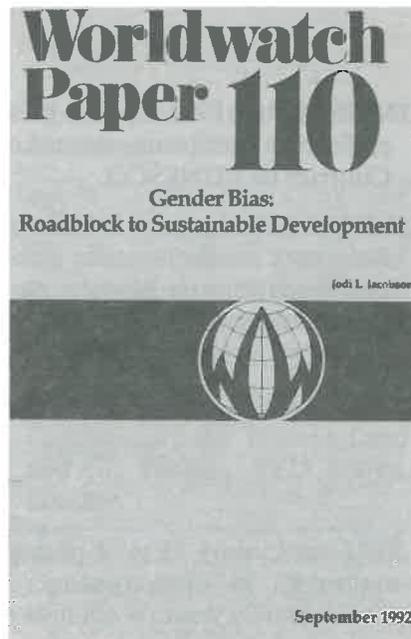
Ecofeminism. Maria Mies et Vandana Shiva. ZED Books, Londres, 1993, 288 p.

Ce livre confronte les points de vues de femmes du Nord et du Sud sur la dégradation accélérée de l'environnement. Les auteurs se basent sur des interviews de femmes pour décrire comment celles-ci font face aux menaces écologiques. Elles se demandent si les femmes engagées dans les mouvements écologiques établissent une relation entre l'oppression patriarcale des femmes et la destruction de la nature. Elles explorent des domaines dans lesquels les théories conventionnelles n'ont pas fourni de réponses adéquates et elles critiquent, au passage, les théories économiques dominantes, le féminisme libéral, la notion de développement, les fondements philosophiques de la science moderne et l'absence d'éthique dans les discussions sur les progrès en technologie reproductive et en biotechnologie.

Mmes Mies et Shiva développent un point de vue écoféministe, fondé sur les nécessités de la vie de tous les jours. Elles plaident en faveur de l'acceptation des limites et de la réciprocité, le rejet de l'exploitation et la satisfaction des besoins ainsi que l'adoption d'une nouvelle morale qui inclurait une économie axée sur la préservation des systèmes de vie autonomes.

Gender Bias : Roadblock to Sustainable Development. Jodi L. Jacobson. Document Veille mondiale No 110, Institut de la veille mondiale, Washington, D.C., septembre 1992, 60 p., ISBN 1-878071-10-6, en anglais.

Cette monographie fait de l'incapacité des gouvernements et des développeurs à donner la priorité à l'amélioration de la condition des femmes le centre d'un cercle vicieux créé par la détérioration de la qualité de l'environnement, la pauvreté, l'accroissement rapide de la population et l'impossibilité à mettre



en oeuvre un développement durable. Mme Jacobson considère que les préjugés de genre sont la cause fondamentale de la pauvreté : ce sont les femmes qui ont la responsabilité de la survie des familles par le biais d'activités dont on ne tient systématiquement pas compte, puisqu'elles ne produisent pas d'argent. Sans cet argent ou le contrôle sur d'autres biens qui confèrent du prestige, la terre par exemple, les femmes sont privées des moyens nécessaires pour sortir un jour de la pauvreté : l'éducation, les soins de santé, le crédit, la technologie. Dans une telle situation, les enfants restent une source de prestige, de sécurité économique et de main-d'oeuvre; la croissance démographique accélérée se poursuit donc, augmentant les agressions contre l'environnement.

Même dans les pays qui parviennent à avoir une bonne croissance économique, les préjugés de genre empêchent les femmes de bénéficier de la prospérité sauf si des mesures spécifiques sont prises pour corriger les inégalités. Une augmentation des revenus de l'homme ne se traduit généralement pas par une augmentation pour la

femme; le plus souvent les hausses de salaires signifient des horaires plus longs, un travail plus dur, une santé moins bonne.

Les solutions rapides, telles que la réduction du taux de natalité et l'amélioration de la santé des femmes n'ont aucun espoir de réussir à long terme parce qu'elles n'abordent pas la cause sous-jacente, indique l'auteur. Le noeud de la question c'est que "la condition en franche dégradation des femmes défavorisées dans les pays en développement est un indicateur fondamental du progrès humain. Ignorer cet aspect n'est pas seulement moralement inacceptable, c'est, à long terme, se vouer à l'échec. Tant que l'on n'affrontera pas les préjugés de genre, on ne pourra pas obtenir de développement durable"

Women, the Environment and Sustainable Development. Rosa Braidotti, Ewa Charkiewicz, Sabine Hausler et Saskia Wieringa. Zed Books et INSTRAW, 1993, 224 p.

Bien que la notion de développement durable soit supposée s'occuper de manière adéquate de la dimension "environnement", les spécialistes ne se sont pas encore mis d'accord sur un cadre d'analyse théorique établissant un lien entre les femmes et cette nouvelle perspective. Ce livre essaie d'y porter remède et d'étudier les implications qui en découlent sur le plan des politiques.

Après une étude en profondeur des points de vues utilisés actuellement pour l'étude du thème les femmes, l'environnement et le développement, les auteurs proposent les éléments de base qui, à leur avis, sont indispensables pour élaborer un cadre d'analyse différent qui soulignerait des facteurs importants, tels que la diversité des solutions, la préservation de l'environnement, l'autonomie des femmes, l'autosuffisance nationalité et la paix. 

Conseil *d'administration*

Ihsan Abdalla Algabshawi
Soudan

Gule Afruz Mahbub
Bangladesh

Fatima Benslimane Hassar
Maroc

Aida González Martínez
Mexique

Noëlie Kangoye
Burkina Faso

Amara Pongsapich
Thaïlande

Els Postel-Coster
Pays-Bas

Pilar Escario Rodríguez-Spiteri
Espagne

D. Gail Saunders
Bahamas

Renata Siemienska-Zochowska
Pologne

Kristin Tornes
Norvège

Membres de droit

Un représentant du
Secrétaire général
La directrice de l'Institut
Des représentants des cinq
commissions économiques
régionales des Nations Unies
Un représentant du
gouvernement de la
République dominicaine

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

INSTRAW **nouvelles**

Le but principal est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est

de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement. *INSTRAW Nouvelles*, publié en anglais, en espagnol, et en français, circule à 11.500 exemplaires. Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747, Saint-Domingue, République dominicaine, téléphone (809) 685-2111, télécopie (809) 685-2117 télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York: Bureau DCI-1106, Nations Unies, New York, N.Y. 10017, téléphone (212) 963-0834; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus. L'INSTRAW se réserve le droit d'abréger des textes en fonction de l'espace disponible.

